

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN TRAVAIL SOCIAL (PROFIL MÉMOIRE)

PAR MATHIEU LEFEBVRE LÉTOURNEAU

SENS DES PRATIQUES D'ACTION DIRECTE DÉPLOYÉES CHEZ LES JEUNES
DE 18-34 ANS IMPLIQUÉS DANS DES GROUPES MILITANTS

NOVEMBRE 2024

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	5
RÉSUMÉ	6
INTRODUCTION.....	8
1. PROBLÉMATIQUE.....	10
1.1 Déclin de l'engagement et de la participation chez les jeunes	11
1.2 Les modes et les formes d'engagement des jeunes	13
1.3 Les pratiques militantes des jeunes	15
1.4 Les valeurs des jeunes militants	18
1.5 Le sens de l'engagement militant.....	20
1.6 Précisions sur la catégorie « jeune »	22
1.7 Question et objectifs de recherche	23
2. RECENSION DES ÉCRITS.....	26
2.1 Déclinaison des concepts	26
2.1.1 La participation sociale, citoyenne et politique.....	26
2.1.2 L'engagement social et politique	29
2.1.3 L'action directe	31
2.2 Exemples de pratiques d'action directe.....	36
2.2.1 Pistes historiques	36
2.2.2 Les groupes anarchistes	38
3. CADRE THÉORIQUE	40
3.1 Décliner les mouvements sociaux : définitions et théorisation.....	40
3.2 Nouveaux mouvements sociaux.....	43

3.3	Significance Quest Theory (SQT).....	47
4.	MÉTHODOLOGIE	50
4.1	Choix de l'approche méthodologique	50
4.2	Les caractéristiques de l'échantillonnage et les modes de recrutement	51
4.3	Posture de chercheur engagé.....	55
4.4	Méthodes de collecte de données	57
4.5	Méthodes d'analyse des résultats	58
4.6	Limites et considérations éthiques	59
4.7	Profil des personnes participantes	61
5.	RÉSULTATS	64
5.1	Formes et pratiques de l'action directe	64
5.1.1	Action légale et illégale.....	64
5.1.2	Désobéissance civile et action directe.....	65
5.1.3	Blocages et occupations	66
5.1.4	Manifestations	68
5.1.5	Action symbolique	69
5.1.6	Autres pratiques militantes.....	71
5.2	Expériences ayant mené aux pratiques de l'action directe	72
5.2.1	Implication à l'école.....	72
5.2.2	Sources d'inspiration et de motivations à pratiquer l'AD.....	75
5.3	Sens et significations de l'action directe	79
5.3.1	L'AD comme moyen se de faire entendre et défendre une cause	79
5.3.2	Les principes anarchistes qui sous-tendent les actions	83
5.3.3	Agir pour contrer l'impuissance.....	84
5.3.4	L'AD vue comme engagement qui peut être « essoufflant ».....	87

5.3.5 Forcer le changement	88
5.3.6 Sentiment de satisfaction	89
5.4 Les relations dans les mouvements d'AD.....	90
5.4.1 L'importance des liens sociaux	90
5.4.2 L'inclusion dans les pratiques militantes	92
6. DISCUSSION.....	94
6.1 Pratiques militantes et nouveaux mouvements sociaux (NMS).....	94
6.1.1 Militance et discours politiques	96
6.2 Les valeurs comme moteur de l'engagement pour l'action directe.....	97
6.3 La théorie de la quête de sens transposé chez les militants	100
CONCLUSION.....	103
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	106
ANNEXE 1.....	120
ANNEXE 2.....	122
ANNEXE 3.....	125
ANNEXE 4.....	129

REMERCIEMENTS

D'abord, je tiens à remercier tous les participants à mon projet de recherche. Les contraintes liées à la pandémie et les réalités de chacun ont parfois rendu difficiles les rencontres et les échanges. Malgré ces réalités, votre implication démontre tout l'engagement que vous avez eu dans le militantisme. Le partage de votre vécu a été une source d'inspiration pour moi; j'espère qu'ils pourront en inspirer d'autres dans leurs actions militantes.

En deuxième lieu, je remercie ma directrice de recherche, Isabelle Marchand pour sa patience et sa rigueur dans l'atteinte de mes objectifs pour mon mémoire. Ses connaissances dans le domaine de la recherche m'ont permis de peaufiner ma plume et rendre possible ma recherche.

Finalement, je tiens à remercier ma famille, particulièrement mes parents, sans lesquels ce mémoire n'aurait pas été possible. Que ce soit sur les plans financiers ou affectifs, vous avez permis la réalisation de ce travail.

RÉSUMÉ

Ce mémoire traite des pratiques militantes des jeunes âgés entre 18 et 34 ans qui habitent la région de Montréal. Les pratiques militantes, plus spécifiquement celle qui a trait aux pratiques d'action directe, sont encore peu étudiées en travail social. Ce mémoire a deux objectifs, soit 1) décrire ce qui motive et incite les jeunes de 18-34 ans engagés dans des groupes militants à pratiquer des actions directes et 2) comprendre le sens qu'ils donnent à cet engagement, notamment en s'intéressant aux valeurs qui les habitent. C'est en utilisant la recherche de type qualitative et exploratoire que nous avons pu documenter les pratiques militantes des 9 participants impliqués dans plusieurs groupes dans la région de Montréal. Le cadre théorique mobilise la théorie des mouvements sociaux et la *Significance Quest Theory*. Celles-ci ont été retenues pour l'analyse des données de recherche. Les résultats mettent en lumière le fait que les pratiques militantes d'action directe des jeunes rencontrés pour cette étude s'inscrivent dans celles pratiquées au sein des nouveaux mouvements sociaux. De plus, les résultats démontrent aussi que les pratiques d'action directe chez les jeunes militants sont marquées tant par leurs expériences militantes précédentes que par des événements personnels vécus lorsqu'ils étaient plus jeunes. Le sens qu'ils retirent de leurs actions est donc marqué par diverses expériences de vie, tant personnelle que sociale. Un des aspects importants qui est ressorti de notre étude est l'impuissance ressentie chez les militants interviewés. Ce sentiment se manifeste lorsqu'ils constatent les inégalités sociales que vivent les personnes locataires, ou encore devant les impacts environnementaux occasionnés par les changements

climatiques et le traitement réservé à certains animaux d'élevage, par exemple. Les militants choisissent l'action directe puisqu'elle donne un sens à leurs valeurs de justice sociale, de justice environnementale et d'autonomisation, tout en favorisant les liens sociaux entre les individus. Nous pouvons aussi dire que les valeurs s'incarnent dans les pratiques et qu'elles constituent les assises portant leur militance. Le militantisme d'action directe chez les jeunes interviewés relève d'un engagement qu'ils donnent à leurs causes respectives en s'impliquant dans des groupes ayant des valeurs communes, ce qui leur permet de restaurer le sens qu'ils avaient perdu face au sentiment d'impuissance ressenti par chacun.

L'analyse du discours des participants suggère une forte critique de la politique parlementaire, du système capitalisme et de l'inaction gouvernementale en matière de changements climatiques. Bien que les jeunes présentent un certain cynisme face à l'avenir du monde, ils militent pour obtenir des changements sociaux. Il importe que les futurs travailleurs sociaux aient accès à du contenu sur les pratiques militantes d'action directe durant leur cursus scolaire. Cela pourrait leur permettre de comprendre qu'il existe différentes méthodes d'action pour avoir un impact sur la société et sur les problèmes sociaux, et ce, en dehors parfois d'un emploi rémunéré de travailleur social.

INTRODUCTION

L'action directe est couverte de manière quotidienne par les médias, lesquels nous montrent différentes formes de contestations populaires, allant de la manifestation, à l'occupation, au saccage et au terrorisme. Les causes qui animent ces actions sont variées, tout comme les pratiques qui sous-tendent l'action directe utilisée dans divers mouvements sociaux. Par exemple, au Québec, nous pouvons penser aux mobilisations étudiantes du printemps 2012, aux blocus des voies ferroviaires par les membres des Premières Nations en 2020, à l'occupation d'une porcherie à Ste-Hyacinthe par le groupe Direct Action Everywhere (DxE) et à l'occupation du bureau de Steven Guilbeault, député du patrimoine au Parti libéral du Canada, par des représentants du groupe Extinction Rebellion. L'action directe se déploie aussi à l'international. Souvenons-nous, entre autres, du mouvement des Gilets jaunes en France, ou encore de la mobilisation des jeunes militants de Hong Kong qui protestent contre le régime chinois. Rappelons aussi la récente révolte populaire au Chili, menée par des manifestants qui demandent des réformes sociales pour lutter contre les inégalités sociales. Plus récemment, en pleine pandémie du COVID-19, il y a eu les manifestations de groupes dits « anti-masque ».

Ce projet de mémoire s'intéresse aux pratiques d'action directe au Québec chez les jeunes âgés de 18 à 34 ans. Plus précisément, nous nous questionnerons sur le sens des pratiques d'action directe déployées par de jeunes adultes impliqués dans divers

mouvements sociaux. Autrement dit, nous nous attarderons au sens qu'ils accordent à ces actions. Nous présenterons la problématique en première partie, laquelle s'appuiera (aussi) sur une recension des écrits. Le troisième chapitre exposera le cadre théorique, alors que le quatrième chapitre présentera le cadre méthodologique. Le cinquième et le sixième chapitre exposeront les résultats et une analyse du phénomène. La conclusion permettra de revenir sur les résultats saillants et les retombées du mémoire pour le champ du travail social.

1. PROBLÉMATIQUE

Dans ce chapitre, nous examinerons d'abord les phénomènes qui expliquent le déclin de l'engagement social et politique chez les jeunes, puis nous nous pencherons sur les nouvelles formes d'engagement chez ces derniers, qui se manifestent dans des pratiques d'action directe, inspirée notamment par certaines valeurs prisées par les jeunes. De fait, l'action directe représente une forme d'engagement (Greissler, 2014), et fait référence à la participation politique des individus (Rainsford, 2017). Ensuite, nous examinerons la question du sens que prend l'engagement dans des pratiques d'action directe chez les jeunes, pour finalement conclure avec nos objectifs de recherches.

Pour la revue de littérature, nous avons utilisé plusieurs bases de données, dont SocINDEX, PsycARTICLES, Open Edition Journals, Research Gate, Érudit et Cairn. Nous avons aussi consulté des livres disponibles en bibliothèque. Pour ne pas tous les nommer, nous avons utilisé les mots clés en français ci-contre : action directe, activisme politique, militantisme politique, désobéissance civile, mouvement social, jeune, jeunesse, valeurs, croyances, attitudes. De la même façon, nous avons ensuite utilisé les mots anglais suivants : direct action, activism, political activism, commitment, radicalism, protest, extreme protest action, values, beliefs, preferences, expectations, young person, youth et young people.

1.1 Déclin de l'engagement et de la participation chez les jeunes

Il est connu que les taux de participation sociale des populations sont fluctuants. Gaudet (2012) note que les pratiques de participation sociale, parmi tous les groupes d'âge étudiés, ont diminué entre 1992 et 2005. Il en va de même pour la participation aux processus électoraux. Plusieurs pays montrent un déclin du taux de participation électorale, tels que la France, le Canada et les États-Unis (Hudon, Poirier et Yates, 2008).

Le déclin de l'engagement des citoyens touche aussi les jeunes adultes. Bien que le pourcentage des jeunes ayant voté ait augmenté pour les élections fédérales canadiennes de 2015, leur participation électorale reste en deçà de la moyenne nationale, soit 57,4 % comparativement à 66,1 % pour la population générale (Bibliothèque du Parlement, 2016). Selon Statistique Canada (2019), les jeunes sont moins enclins à aller voter. Ils sont moins susceptibles de le faire que les autres groupes d'âge (Milan, 2005). Bien que ces derniers rejettent les formes de participations associées à des institutions traditionnelles (Ion, 2001) telles que dans les organisations syndicales (Bérout, Dupuy, Kahmann, M. et Yon, 2019), ils sont engagés sur le plan social et communautaire (Statistique Canada, 2019). Par exemple, 67 % des jeunes sont membres d'une organisation ou d'une association, contrairement à 65 % dans les autres groupes d'âge. Dans la même étude, 71 % des jeunes ont dit avoir fait un don à un organisme de bienfaisance ou sans but lucratif (Statistique Canada, 2019).

Trois explications résumeraient le non-engagement des jeunes dans la littérature sur la participation politique, soit qu'ils sont cyniques envers la politique, soit qu'ils manquent de connaissances sur le plan des pratiques politiques dues, entre autres, au statut socio-économique de leur famille et puisqu'ils sont étudiants. Puis, au fait qu'ils entrent plus tard dans la vie participative, puisque plusieurs d'entre eux combinent étude et travail, ce qui laisse peu de place à l'engagement (Mahéo, Dejaeghere et Stolle, 2012).

En analysant le déclin de la participation politique des citoyens, tous âges confondus, certains auteurs parlent d'une crise de la représentation (Hudon, Poirier et Yates, 2008), mais aussi de repli sur soi, de perte d'intérêt pour la chose publique et d'indifférence à l'égard de l'autre (Renaud, 1995). Quant à lui, Le Breton (1991) met en lumière la dégradation du collectif au profit de l'individualisme pour expliquer ce phénomène de déclin. Cet individualisme est mis en cause par Gauchet (2001) pour expliquer les difficultés de l'agir ensemble. D'une part, l'accent mis sur les droits de l'homme, placés au sommet de toute politique, a accru la liberté individuelle, mais a diminué la capacité de délibération collective (Gauchet, 2001). Cet individualisme se combine à un cynisme face aux institutions politiques, qui se manifeste par des taux d'abstention aux élections législatives. D'autre part, les citoyens sont moins convaincus par l'égalité de représentation que le jeu démocratique dans une démocratie représentative semble offrir. En effet, des groupes sont sous-représentés, tels que les minorités ethniques,

les femmes et les personnes de milieux défavorisés (Parazelli et Latendresse, 2006). Au regard de cette crise des institutions et de ce déclin de la participation, les modes et formes d'engagement des jeunes se modifient également. En effet, de nombreux écrits insistent sur le fait que les jeunes ne souhaitent plus prendre des responsabilités et militer dans l'espace public (Greissler, 2014). Dans le même sens, bien que les jeunes soient de plus en plus sensibilisés à la crise environnementale, le discours public fait miroiter l'idée que les jeunes vivent dans le moment présent et qu'ils ont des aspirations incertaines, voire qu'ils n'en ont pas (Baillergeau et Duyvendak, 2015).

1.2 Les modes et les formes d'engagement des jeunes

Malgré la tendance à l'individualisme et au déclin de la participation politique, les citoyens tentent de s'approprier de nouvelles pratiques citoyennes (Parazelli et Latendresse, 2006). Selon Ion (2012), l'engagement pour la cause publique reste très présent dans la société, malgré les discours insistant sur son déclin. En réalité, ce sont de nouvelles formes d'engagement et de pratiques citoyennes qui émergent, notamment chez les jeunes, et ce, au sein d'espaces informels et formels (Gaudet, 2012). Ces nouvelles pratiques investies par les jeunes s'expliquent, selon Gaudet (2012), par un accès inégal, entre les générations, aux organisations structurées et formelles qui possèdent un pouvoir décisionnel sur la vie collective.

Selon Cathelineau (2017), les jeunes tentent d'inventer de nouveaux modes d'organisation éloignés de la démocratie représentative ou parlementaire. Les prises de décisions collectives, les responsabilités partagées, les relations horizontales et les limitations temporelles des mandats proposés font partie des paramètres composant les modes d'organisation privilégiés par les jeunes. Autrement dit, les jeunes adhèrent davantage aux modalités d'organisation qui se manifestent dans une démocratie dite directe. La démocratie directe permet, entre autres, d'outrepasser le pouvoir législatif et de donner plus de pouvoir aux citoyens et aux électeurs dans les prises de décisions (Papadopoulus, 1998)¹. De plus, les modes d'engagement des jeunes s'incarnent davantage dans les pratiques individuelles et le mouvement communautaire (Quéniart et Jacques, 2008). D'après Pleyers (2004), les jeunes sont impliqués dans des mouvements à caractère sporadique; leur engagement est plus privé, expressif et s'inscrit dans une courte durée. Selon Quéniart et Jacques (2008), il s'agit d'une participation politique et sociale « à la carte ». D'ailleurs, les modes d'action se définissent comme étant ponctuels et ciblés en fonction d'intérêts individuels et de valeurs (Muxel, 2001). Ces pratiques sont construites sur de nouveaux modes d'engagement ou, autrement dit, sur un autre répertoire politique qui met de l'avant des formes alternatives de participation (Greissler, 2014; Quéniart et Guillaume, 2004; Quéniart et Jacques, 2008). Ce nouveau répertoire est à

¹ Contrairement à la démocratie représentative, que l'on connaît aujourd'hui dans nos sociétés occidentales, où les peuples ont recours à des délégués ou des élus, la démocratie directe stipule que les citoyens peuvent participer aux délibérations en accédant aux lieux de pouvoir, en proposant des lois et en utilisant leur droit de vote (Dupuis-Déri, 2013b). Dès lors, via le droit de vote et les modes de représentation, les citoyens peuvent exercer directement le pouvoir politique, ou augmenter leur engagement dans les prises de décisions (Bolton, 2013).

appréhender comme une forme de repolitisation de l'engagement des jeunes (Quéniart et Jacques, 2001). Le concept de « répertoire d'action », utilisé par le sociologue Charles Tilly, amène l'idée que les modes d'engagements émanent d'un choix délibéré, tout en faisant partie des formes de l'action collective qui ont changé depuis les trois cents dernières années (Tilly, 1984). Ces nouveaux modes d'engagement se caractérisent par la défiance envers les mécanismes de délégation (Ion, 1997; Cathelineau, 2017), un affranchissement des règles associatives (Ion, 2001) et un éloignement des organisations déjà constituées, telles que les syndicats et les mouvements politiques. Ils impliquent aussi un processus d'individuation et de personnalisation (Ion, 2012). Ce processus se décrit comme le passage d'un individu, défini par ses rôles et statuts, à un individu qui se définit par ses spécificités et sa subjectivité (Ion, 2012). Les pratiques individuelles, peu légitimées dans le répertoire de l'action politique traditionnelle (Jacques, 2009), apparaissent comme un mode de participation et d'engagement ciblé par les jeunes pour défendre certaines causes, par exemple, l'éradication de la société de consommation (Greissler, 2014).

1.3 Les pratiques militantes des jeunes

Ces pratiques militantes peuvent se dérouler durant les sommets économiques et internationaux, notamment au sein du mouvement altermondialiste. Le sommet de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle en 1999, ou encore le sommet du G8 à Gênes en 2001, sont des exemples où étaient présents les jeunes militants, réunis pour l'occasion pour protester et manifester contre ces événements. En plus d'être présents

durant ces forums mondiaux, les jeunes sont aussi impliqués dans le militantisme local, en mettant en pratique le slogan altermondialiste « Agir local, pensez global ». Selon ce point de vue, les citoyens sont invités à s'investir dans leur localité (Vanier, 2001). Par exemple, les actions militantes pour l'aménagement d'espaces verts et le partage de l'espace public (Douay, 2012), ou encore la question de la gestion de l'eau et celle des déchets, à savoir les enjeux environnementaux plus largement, suscitent l'action militante des jeunes (Gauthier, Gravel et Brouillette, 2004).

D'autres jeunes citoyens, qui refusent les pratiques néolibérales liées à l'offre et la demande du marché, font le choix de l'économie solidaire, tel que la consommation responsable et équitable, liée aussi aux luttes altermondialistes (Jacques, 2009). Ces dernières luttes sont fortement liées au mouvement environnemental, tout comme les récentes mobilisations autour des enjeux liés au climat, influencées par l'activiste Greta Tunberg. Enfin, les luttes antispécistes, où les militants sont contre l'idée que l'humain est supérieur à l'animal, sont aussi composées de jeunes entre 16 et 30 ans (Dubreuil, 2009). Elles semblent souvent considérées comme étant des manifestations anti-libérales et anti-autoritaires.

Le secteur de l'éducation est propice lui aussi au militantisme chez les jeunes, particulièrement utilisé durant les grèves étudiantes. En effet, au Québec, les nombreuses actions étudiantes qui ont été perpétrées durant la grève générale illimitée de 2012 ont démontré que les jeunes peuvent utiliser l'action directe pour propager leur message (ex :

des occupations, des bris de vitrine, des graffitis et des blocages d'édifice et de routes) (Savard et Cyr, 2014). Notons que l'action directe est une forme d'action collective et de participation politique et, plus précisément, de militantisme. Nous y reviendrons plus bas.

Les travaux de Greissler et Labbé (2012), quant à eux, se sont intéressés aux pratiques militantes, notamment l'action directe déployée par les jeunes qui fréquentent d'autres milieux éducatifs, tels que les Auberges du cœur du Québec. Des intervenants et des jeunes du Regroupement des Auberges du cœur du Québec (RACQ) ont délibéré ensemble et ont proposé des solutions aux problèmes de précarité économique vécus par les jeunes en situation de pauvreté (problèmes d'accessibilité à l'aide sociale et aux mesures de formation d'Emploi Québec). En 2010, ces jeunes ont fait une manifestation et ont élaboré une mise en scène en représentant des situations typiques rencontrées au Centre Local d'Emploi. Le tout a été filmé et mis sur la toile internet. Plus tard, ces mêmes jeunes ont fait une marche funèbre, organisée au pied de la tour de la Bourse, le tout complété d'une prestation théâtrale. Ces différentes mobilisations ont été décrites comme un projet d'action directe non violente (Greissler et Labbé, 2012). Ces techniques visent la réappropriation des pratiques d'action collective associées au mouvement communautaire autonome, qui ont été inspirées par les travaux du sociologue américain Alinsky (1971). Ce dernier a aidé les résidents de divers quartiers des États-Unis à s'organiser et à entreprendre diverses actions directes non violentes. En somme, les mobilisations des jeunes par l'action directe se font au sein de différents groupes et

collectifs luttant pour des causes variées, mais qui visent tous le changement des conditions économiques, politiques et environnementales.

1.4 Les valeurs des jeunes militants

Les nombreuses pratiques militantes mentionnées plus haut peuvent être le reflet de valeurs endossées par les jeunes. Plusieurs auteurs notent l'importance accordée à la protection de l'environnement, comme exemple de valeur, qui fait l'objet d'actions militantes chez les jeunes (Gousse et al., 2013; Gravel et al., 2004; Karakitapoğlu et Imamoğlu, 2002; Petrović et Stanojevic, 2012; Pleyers, 2016;). Les jeunes militants partagent aussi des valeurs altruistes, telles que la justice sociale et l'égalité (Chrona et Capelos, 2017; Goessling, 2017; Molinario et al., 2020), ou encore la paix dans le monde et l'interdépendance des systèmes en matière d'environnement (Gauthier, Gravel et Brouillette, 2004). Les jeunes s'intéressent aux grandes questions liées au partage de la richesse à l'échelle mondiale et à la protection de l'environnement (Quéniart et Jacques, 2001). Ils sont soucieux de leur futur et celui des autres générations (Jacques, 2009). Dans le même registre, Braun-lewensohn (2016) parle de valeurs universelles (démocratie et solidarité avec les démunies) qui sont importantes chez les jeunes. Les différentes valeurs des jeunes se manifestent notamment par l'achat de produits issus du commerce équitable, l'engagement dans des associations étudiantes, des stages d'insertion et dans l'association au mouvement altermondialiste, à travers les forums mondiaux ou les manifestations en marge des sommets internationaux (Gauthier et al., 2004).

Les valeurs des jeunes jouent aussi un rôle dans leur intérêt envers des formes de participation politique non conventionnelle. Selon une étude sur les facteurs qui influencent l'engagement politique des jeunes, Chrona et Capelos (2017) ont constaté que les jeunes de 18 à 29 ans qui s'engagent dans des formes non conventionnelles de participation accordent une plus grande importance à la valeur du dépassement de soi que les autres groupes d'âge. Cette participation non conventionnelle augmente lorsque les individus s'éloignent des valeurs liées au traditionalisme, telles que la religion et l'adhésion aux normes sociales, qui structurent les comportements à avoir et ceux qu'il faut éviter en société. Cet éloignement du traditionalisme est combiné à une plus grande adhésion à la valeur de la bienveillance, liée à l'importance de faire quelque chose de bien pour la société, combinée à l'engagement civique (Chrona et Capelos, 2017). Cet engagement civique des jeunes favorise un sentiment d'empathie, d'altruisme et d'identification aux autres, puisqu'ils portent leurs attentions sur les exigences des autres, et non seulement sur leurs besoins privés (Quintelier et Hooghe, 2012). Enfin, les valeurs énoncées sont en relation avec les idéologies anticapitalistes et écologistes, souvent adoptées par les jeunes en marge, notamment ceux qui vivent des situations d'itinérance (Gilbert et Parazalli, 2004; Greissler, 2020). De la même façon, les jeunes qui pratiquent des actions directes et qui s'impliquent dans des mouvements d'occupation adoptent aussi ce genre de valeurs (Ancelovici, 2016; Lam-Knott, 2018). Pour ce faire, ils dénoncent les inégalités économiques et ils revendiquent l'émancipation et la liberté.

Enfin, ils sont préoccupés par des questions qui touchent directement leur vie et leurs valeurs. Selon Milan (2005), les jeunes semblent plus intéressés par des enjeux plus près d'eux, qui ont des résonances tangibles dans leur vie et avec leurs valeurs, que par les discours politiques traditionnels, qui leur paraissent détachés de leurs valeurs. Les actions et les pratiques entreprises doivent ainsi être en cohérence avec leurs perspectives ou leurs valeurs (Cathelineau, 2017; Pleyers, 2016). À cet égard, les valeurs sont le reflet de comportements, où les individus tentent d'établir une certaine cohérence entre valeurs et pratiques militantes (Pleyers, 2016; Harmon-Jones et Mills, 2019). Chez les jeunes, la cohérence est significative et importante pour expliquer leur engagement; le sens qu'ils donnent à leurs actions militantes et à leurs actions directes leur donne la motivation et une raison d'agir. Cette idée d'associer les valeurs et les comportements permet de créer un état psychologique concordant chez les individus (consonance cognitive) (Harmon-Jones et Mills, 2019).

1.5 Le sens de l'engagement militant

Comme nous l'avons vu plus haut, pour les jeunes, il doit y avoir une cohérence entre les valeurs et les actions militantes. Cette cohérence donne aux individus la satisfaction d'agir selon des principes qui leur sont chers. Cela permet de donner un sens à l'engagement militant. Lorsque les valeurs ou les actions ne concordent pas, la recherche de sens s'avère un des éléments clés de l'engagement dans des pratiques militantes. À ce propos, la recherche de sens chez les militants permet de retrouver un sens perdu

(Molinario, Kruglanski, Bonaiuto, Bonnes, Cicero, Fornara et Bonaiuto, 2020). Pour trouver un « sens à la vie », les jeunes militants pratiquent des comportements qui peuvent les mettre à risque ou qui sont dangereux. Ces comportements sont souvent pratiqués chez les individus suite à des expériences passées et des évènements déclencheurs (Chawla, 1998).

Pour donner une définition générale du concept de sens, disons qu'il s'agit d'un concept complexe, en interaction constante avec les expériences du passé, du présent et du futur (Baumeister, 1991). Il permet entre autres de connecter les choses entre elles. Selon Sovet (2018), il existe trois composantes au sens, soit la cohérence, la poursuite d'un but et l'importance. Dans les trois composantes, les valeurs ont leur place, puisque les buts d'une action quelconque y sont rattachés. Quant à la cohérence, il s'agit de donner du sens à la vie et à l'expérience vécue, en lien avec les croyances. Enfin, pour l'importance, il s'agit de sentiments positifs liés à la valeur accordée à son existence et à l'impact de ces actions sur le monde (Sovet, 2018).

Au regard de ces liens entre engagement et sens, nous nous demandons quelle est la signification de l'engagement des jeunes dans des pratiques d'actions directes au sein des groupes militants, pour notre recherche. Pour ce faire, nous nous intéresserons aux processus en jeu, dont les évènements déclencheurs vécus par les jeunes dans le passé, qu'ils soient positifs ou négatifs, et qui nous permettront de comprendre l'importance

qu'ils donnent à leurs actions et à leurs valeurs actuelles. En comprenant ces éléments qu'ils raconteront à travers leurs récits, nous serons en mesure également de mieux saisir les moyens et les buts poursuivis de leurs actions directes, ainsi que la cohérence qu'ils y donnent avec leurs propres croyances et représentations. Cela nous permettra de comprendre le sens de leurs actions directes.

1.6 Précisions sur la catégorie « jeune »

Par delà la question du sens, nous avons vu plus haut que les jeunes sont souvent des objets d'étude, dans lesquelles les auteurs y analysent leurs engagements ou leur non-engagement. Toutefois, certains auteurs ne spécifient pas ce qu'ils entendent par « jeunes ». Bien souvent, il n'y a aucune indication en ce qui concerne la tranche d'âge dans laquelle ils se situent. Il s'avère donc pertinent pour la suite de notre mémoire de s'arrêter afin de situer l'âge que nous utiliserons pour la suite.

Il n'existe pas de consensus dans la littérature sur la tranche d'âge des « jeunes ». En sociologie, la jeunesse est décrite comme une catégorie diversifiée, ainsi qu'un état intermédiaire, entre l'enfant et l'adulte (Mauger, 2001). Galland (2003, 2017) parle plutôt d'une post-adolescence prolongée et retardée, d'un allongement de la jeunesse, où la période d'irresponsabilité est prolongée au-delà des limites de l'adolescence psychologique. Quant à lui, Gauthier (2000) décrit la jeunesse comme une longue période qui suit l'adolescence, qui comporte des transitions vers l'âge adulte. Sur le plan

statistique, plusieurs auteurs définissent la catégorie « jeune » comme un âge situé entre 15 et 34 ans, parfois 24 ans. Par exemple, pour l'Organisation des Nations Unies, une personne âgée entre 15 et 24 ans est considérée comme jeune (Nations Unies, 2020). Pour le Gouvernement du Canada, lors de sondages sur les électeurs, les jeunes choisis sont âgés entre 18 et 34 ans, ou bien entre 18 et 24 ans (Élections Canada, 2020). Dans une autre étude sur la participation politique au Canada, le groupe d'âge des jeunes est celui des 15 à 24 ans (Patrimoine canadien, 2016). Finalement, pour la ville de Montréal, la catégorie d'âge « jeune » choisie est celle des 15-34 ans (Ville de Montréal, 2020). Dans le cadre de cette recherche, nous nous intéressons à cette période où la jeunesse est « allongée », et où la tranche d'âge « jeune » étudié rencontre les classifications de Statistiques Canada. Il s'agit de jeunes âgés entre 18 ans et 34 ans. Notons qu'au Québec, l'âge de 18 ans permet d'utiliser le droit de vote. Nous utilisons cette limite inférieure pour cette raison. Aussi, nous fixons la limite supérieure à 34 ans, ce qui est cohérent avec la catégorie « jeune » mobilisée dans la plupart des études réalisées sur le sujet. De plus, entre 18 et 34 ans, nous supposons que les jeunes ont vécu plusieurs expériences significatives en ce qui a trait à l'engagement et à la militance. Nous entendons ici par expériences significatives des événements majeurs qui ont pu marquer les individus au point de changer leur vision d'eux-mêmes ou du monde, favorisant leur parcours militant.

1.7 Question et objectifs de recherche

En résumé, les pratiques militantes, comme l'action directe, sont utilisées dans de nombreuses luttes sociales, et ce, depuis plusieurs décennies. Elles traversent donc le

temps et représentent une stratégie choisie par les groupes militants. À cet égard, nous savons que les jeunes sont loin d'être dépolitisés, même s'ils se sont détournés des institutions politiques traditionnelles; ils investissent de nouvelles formes de participation et d'engagement (Cathelineau, 2017; Greissler, 2014; Ion, 2001; Quéniart et Guillaume, 2004; Quéniart et Jacques, 2008;), dont les pratiques d'action directe (Ancelovici, 2016; Dupuis-Déri, 2004; Greissler, 2014; Krastanova, 2015; Montoni, 2018; Muxel, 2001; Pleyers, 2004; Pronovost et Royer, 2004).

Toutefois, nous avons trouvé peu d'éléments qui expliquent ce qui motive les jeunes à pratiquer des actions directes. D'ailleurs, puisque l'action directe est une pratique peu légitimée dans l'espace public, à cause entre autres de son caractère parfois illégal, dérangeant et spontané, il nous apparaît important de s'intéresser au sens de ces pratiques considérant qu'elles font partie des formes d'engagement des jeunes. Nous en savons aussi peu sur les éléments qui conduisent à ces pratiques et leur mise en œuvre chez les jeunes âgés entre 18 et 34 ans. Il apparaît ainsi important de mieux comprendre les significations liées à l'action directe, à partir desquels un jeune va déployer des pratiques d'action directe dans le cadre de sa militance. Ceci nous permettrait de mieux saisir la complexité dans laquelle se manifeste ou s'initie l'action directe. Rappelons qu'elle reste un moyen choisi, parmi les différentes possibilités d'action militante. Dans cette perspective, nous nous intéressons au sens et aux significations de l'action directe des jeunes militants. Pour ce faire, il faut dépasser les discours publics pour saisir le sens que les individus attribuent à leurs pratiques.

Notre question de recherche est donc la suivante : Comment s'exprime le sens des pratiques d'action directe déployées chez les jeunes de 18-34 ans impliqués dans des groupes militants ? Plus précisément, les objectifs spécifiques sont les suivants :

- 1) Décrire ce qui motive et incite les jeunes de 18-34 ans engagés dans des groupes militants à pratiquer des actions directes.
- 2) Comprendre le sens que ces jeunes donnent à cet engagement, notamment en s'intéressant aux valeurs qui les habitent.

2. RECENSION DES ÉCRITS

Dans cette section, il sera question de définir les concepts principaux abordés dans ce mémoire, dont la participation, l'engagement et l'action directe. Ensuite, nous verrons certains exemples historiques de pratiques d'action directe.

2.1 Déclinaison des concepts

2.1.1 La participation sociale, citoyenne et politique

Il nous apparaît important de définir le concept de participation succinctement afin de mieux cerner l'univers conceptuel dans lequel s'inscrit l'action directe. D'une part, la participation est largement utilisée par les gouvernements des différents paliers pour établir des politiques visant à promouvoir l'engagement des citoyens dans les différentes sphères de la vie sociale. Pour le gouvernement du Québec, le concept de participation citoyenne se décline en deux volets, soit le fait de prendre part aux processus électoraux et celui de participer les consultations publiques (Gouvernement du Québec, 2020). Plus largement, dans la Stratégie de mesure de la participation des Québécoises et Québécois des minorités ethnoculturelles aux différentes sphères de la vie collective (Gouvernement du Québec, 2015), l'État définit la participation « comme une action de participer, de prendre part au sens de contribuer, de s'engager, de s'associer et de faire un apport à la société en général ou à un de ses sous-groupes » (p.11).

D'autre part, sur le plan de la recherche, la notion de participation est largement mobilisée également, notamment dans le champ de la gérontologie sociale. Selon

Raymond, Gagné, Sévigny et Tourigny (2008), la participation sociale est regroupée autour de quatre familles sémantiques, soit le fonctionnement dans la vie quotidienne, les interactions sociales, le réseau social et l'associativité structurée, c'est-à-dire le fait de participer à une activité sociale reliée à une organisation. En continuité, dans une méta-recension des écrits sur la définition de la participation sociale des personnes âgées, Levasseur, Richard, Gauvin et Raymond (2010) soulignent que la participation sociale est souvent définie comme l'implication d'une personne dans des activités qui l'amènent à avoir des interactions avec les autres dans une communauté donnée.

En sociologie, Gaudet (2012) définit la participation sociale via le don de son temps pour améliorer la vie en communauté. Bresson (2014), quant à elle, décline le concept de participation en trois dimensions : 1) la participation comme action publique visant un partage des pouvoirs et une réorganisation de l'action publique; 2) la participation qui renvoie à l'action collective et aux mouvements sociaux; elle met l'accent sur des initiatives militantes qui établissent de nouveaux contre-pouvoirs visant à changer d'ordre social; 3) la participation comme étant la capacité de tout citoyen d'agir et de se mobiliser pour assurer le fonctionnement de la société (Bresson, 2014). Dans cet ordre d'idées, selon Mercier (2009), la participation citoyenne est le fruit de l'action d'une multitude d'acteurs, issus de divers milieux (communautaires, privés et institutionnels), qui agissent ensemble pour soutenir le développement des communautés. Pour Chevrier et Panet-Raymond (2013), la participation citoyenne se distingue par deux formes, soit politique ou sociale. La participation politique est l'exercice du pouvoir dans l'espace public, alors que la

participation sociale représente le fait de s'impliquer dans des mouvements citoyens, plus ou moins organisés pour transformer les politiques et la structure sociale (Chevrier et Panet-Raymond, 2013).

En science politique, le concept de participation politique est souvent compris comme le fait de prendre part aux processus électoraux. Pour Chrona et Capelos (2017), la participation politique englobe le passage à l'engagement comportemental, c'est-à-dire une implication active, telle que le fait d'aller voter pour le candidat de son choix. Selon Memmi (1985), la participation politique suppose un individu volontaire qui, à travers une action, vise à influencer le gouvernement. Les recherches sur les formes de participation sont en réalité très nombreuses et révèlent une grande diversité des formes de participation politique (Hudon, Poirier et Yates, 2008), lesquelles s'inscrivent le plus souvent dans une perspective de démocratie participative (Bherer, Dufour et Montambeault, 2016). En somme, les sciences politiques se sont surtout intéressées à la participation à la société, particulièrement la participation politique, puisqu'il s'agit de comprendre comment les acteurs peuvent influencer les structures qui régissent l'institution démocratique à travers les pratiques de participation politique.

2.1.2 L'engagement social et politique

Le concept d'engagement est intimement lié à celui de participation, que nous avons décrit plus haut. À l'instar de la participation, plusieurs définitions existent également, considérant qu'il y a plusieurs types d'engagement. Il y a l'engagement social (Gagnon, 1995), l'engagement bénévole (Gagnon, Fortin, Ferland-Raymond et Mercier, 2004), l'engagement associatif (Hamidi, 2010), l'engagement politique (Milan, 2005), l'engagement religieux (Le Pape, 2007), etc. Considérant notre objet de recherche qui concerne l'action directe des jeunes, nous mettrons l'accent sur l'engagement social, civique, politique.

Selon Chrona et Capelos (2017), l'engagement civique renvoie à un engagement volontaire chez les individus qui ont des préoccupations communes visant le bien commun d'une communauté sociale, culturelle ou géographique. L'engagement est ici appréhendé comme un intérêt pour une question politique, puisqu'il motive l'agir citoyen (Chrona et Capelos, 2017). Cette définition nous rappelle celle que donne Memmi (1985) de l'engagement politique où l'engagement suppose un individu volontaire, qui vise à travers ses actions à influencer le gouvernement. Ces définitions renvoient aussi à celle que donne Ladrière (1997), où l'engagement réfère à un individu qui doit être impliqué dans le monde. Pour ce dernier, le véritable engagement se caractérise par une forme inconditionnelle de dévouement, n'ayant aucune limitation (Ladrière, 1997). Tous ces éléments rappellent l'engagement comme concept philosophique chez Jean-Paul Sartre. En effet, le philosophe jugeait que l'écrivain doit s'engager dans les débats de son temps

(Sartre, 1948), tout comme l'intellectuel qui doit prendre part à l'histoire (Sartre, 1972). Ce dernier aspect interpelle l'idée de la responsabilité évoquée par Marchand et Gaudet (à paraître), où « l'engagement renvoie à la notion de responsabilité envers soi, les autres et les institutions. La notion comporte également, étymologiquement, une dimension identitaire, c'est-à-dire qui engage 'l'être' dans une action pour laquelle il se sent concerné ».

Finalement, l'engagement peut aussi être déterminé par des valeurs. Sur ce point, l'élaboration des types d'activité selon Weber (1971) s'avère intéressante pour comprendre l'action militante (Gauthier, Gravel et Brouillette, 2000). En effet, l'activité sociale peut être déterminée en termes de valeurs, c'est-à-dire par la croyance en la valeur inconditionnelle d'un comportement, et ce, indépendamment de son résultat (Weber, 1995, p. 55). Le comportement renvoie aux activités quotidiennes des individus, telles que se plier aux règles des institutions, ou bien pratiquer des échanges avec un autre individu. Quant à la valeur inconditionnelle d'un comportement, elle renvoie à l'idée des choix effectués qui sont cohérents dans la conduite de vie au quotidien, face à ses propres exigences et ses impératifs, malgré la diversité des choix possibles.

En résumé, le concept d'engagement social reste proche de celui de participation sociale, car cette dernière désigne une forme de mise en action à partir de la prémisse « de se sentir concerné par » (quelqu'un ou quelque chose) (Balard, 2018; Gaudet, 2012).

2.1.3 L'action directe

Le concept d'action directe est compris comme une forme de participation et d'engagement, soit du militantisme politique. Quant à lui, le concept de militantisme est conçu comme une forme d'expression privilégiée des acteurs socio-politiques pour prendre la parole et agir dans la Cité (Paquet, 2014). Il apparaît associé à la notion d'engagement politique utilisé par Milan (2005), qui réfère à la fois à l'exercice du droit de vote, à la manifestation, à la signature de pétition et au boycottage de certains produits. Sommier (2012) utilise le terme d'engagement radical, alors que Guibet Lafaye (2017) parle « d'engagement total » pour définir le même processus où les individus emploient des moyens définis comme radicaux. À titre d'exemple, pour expliquer l'utilisation de l'action directe, Gousse-Lessard, Vallerand, Carbonneau et Lafrenière (2013) notent que la « passion obsessionnelle » est associée au fait de s'engager dans des comportements radicaux (ex. bloquer le trafic).

Dans la littérature anglophone, Feinberg, Willer et Kovacheff (2020) utilisent le concept d'*extreme protest action*, soit les protestations extrêmes, qui réfère à des comportements de protestation perçus comme nuisibles aux autres, voire qui sont perturbant, telle que le blocage de la circulation, les dommages matériels et la violence physique et la menace. Dans le même registre, Chrona et Capelos (2017) utilisent le terme *unconventional politic*, soit la participation non conventionnelle pour décrire les phénomènes, tels que signer une pétition, boycotter des produits, participer à des

manifestations pacifiques et des grèves, ou n'importe quel acte de protestation. Ces actions sont davantage utilisées par les jeunes selon Chrona et Capolos (2017), nous y reviendrons. Précisions que ces formes de participation ne s'opposent pas à celles qui sont plus conventionnelles. Elles témoignent plutôt d'un élargissement du répertoire d'action, tel que défini par Tilly (1984). Toutefois, ces pratiques sont utilisées par des individus qui n'ont pas l'opportunité de faire entendre leurs voix aux autorités et aux décideurs (Cankurtaran, Buz et Hatiboğlu, 2013).

Sensiblement compris de la même façon que l'activisme politique et l'action directe, mais davantage axée historiquement sur la non-violence, la désobéissance civile réfère, elle aussi, à une forme de protestation qualifiée d'action directe. Elle est utilisée pour enfreindre des lois ou politiques jugées injustes², entre autres. Selon Mcguigan (1971), la désobéissance est un acte public considéré illégal, qui est accompli dans un but moral; l'individu qui commet ces actes est conscient des possibles conséquences de la violation des lois³.

² L'évènement le plus connu en ce qui a trait à la désobéissance civile est celui perpétré par Henry David Thoreau, lorsqu'il a refusé de payer l'impôt qui finançait la guerre contre le Mexique au milieu du 19^e siècle (Thoreau, 2017).

³ Chez les militants qui pratiquent la désobéissance civile, le point de vue adopté est souvent celui du conséquentialisme. Il s'agit d'un précepte moral qui permet de juger d'un acte donné selon les conséquences qui en découlent (Franks, 2003). Les pratiques de la désobéissance civile sont empreintes de pacifisme et les militants cherchent à changer le système de l'intérieur.

À la lumière des différentes définitions et concepts mobilisés par les auteurs, l'action directe est d'abord une forme d'action collective, qui doit répondre à deux caractéristiques. D'une part, il doit y avoir existence de conflits sociaux, où sont en tension des rapports de domination et d'émancipation entre « adversaires sociaux » (Maheu, 2005). D'autre part, les pratiques d'actions collectives sont généralement non institutionnalisées et en dehors des mécanismes de régulation sociales, c'est-à-dire en dehors des normes usuelles et de l'ordre établi (Maheu, 2005). Sur le plan opérationnel, l'action directe est une méthode de protestation et de résistance visant à l'amélioration des conditions de vie des citoyens (Carter, 1973). Elle est une réponse à une situation donnée, mais aussi un symbole de la vision du changement social souhaité par les citoyens, les groupes ou les mouvements sociaux (Franks, 2003). Elle est aussi une façon d'agir directement sur les décisions qui affectent la vie quotidienne et les décisions politiques (Chester et Whelsh, 2011). Les actions sont choisies librement par les individus et visent la reprise du pouvoir citoyen, comme l'évoque Dupuis-Déri :

L'action directe doit permettre de sortir d'un rôle de victime passive, changer la façon de penser le rapport à la ville, à la propriété et à la politique, mais l'engagement ne doit pas se limiter à la participation ponctuelle à des manifestations et c'est pour cela que plusieurs participants aux Blacks Blocs poursuivent un travail militant au quotidien (Dupuis-Déri, 2003a, p. 78).

Sur le plan des pratiques, il peut s'agir de faire pression pour une réforme, de protester en appui à un autre groupe ou pour changer le système (Carter, 1973). Bien souvent, les pratiquants de l'action directe veulent défier l'ordre public et le libéralisme

parlementaire. L'intention, en toile de fond, étant d'encourager des délibérations égalitaires (Dupuis-Déri, 2012). De plus, l'action directe est choisie par les militants afin d'éviter le recours aux intermédiaires, tels que les gouvernements ou les médias (Lambert-Pilote, Drapeau et Kruzynski, 2007). Cet évitement du recours aux bureaucrates et aux politiciens rappelle le *Do It Yourself* (fais-le toi-même) de la tradition anarchiste, principe qui met de l'avant la nécessité d'émettre ses propres revendications, le plus souvent collectives, sans passer par la médiation institutionnelle (Polère, 2007). À une forme plus extrême, soit celle de la rébellion de masse, l'action directe peut devenir une insurrection ou une révolution (Carter, 1973). Dans ce type d'événements, les actes de violence sont souvent omniprésents, tant de la part des dirigeants que des manifestants. Ces types de pratiques sont aussi appréhendés comme des « violences politiques », selon Montoni (2018), et elles s'inscrivent dans la démocratie directe. C'est suite à l'analyse de récits biographiques de jeunes étudiants chiliens qui participent à des actions directes via des collectifs que Montoni (2018) en vient à ce constat.

La limite entre la violence et la non-violence est parfois très mince dans l'action directe. En effet, la destruction des biens diffère des attaques contre les personnes, mais les explosifs peuvent tuer des gens. Selon le point de vue de Carter (1973), la violence n'est pas la finalité recherchée dans les modes d'action, mais peut résulter de certaines méthodes d'action directe. Néanmoins, l'utilisation d'actes jugés violents est présente dans certaines pratiques, amenant l'idée de la radicalité de l'action directe. Ces pratiques prennent une forme importante en permettant la construction d'une identité politique

radicale (Montoni, 2018). Gelderloos (2007) émet quant à lui d'importantes critiques à l'action directe non violente; il la considère comme une tactique inefficace, dont les tenants auraient falsifié les luttes historiques, en mettant l'accent principalement sur la réussite des pratiques non-violentes. Au bout du spectre, la violence armée systémique s'inscrit dans une logique « guérilla », laquelle implique des actions terroristes (bombe, enlèvement, détournement d'avion). Notons toutefois que ce sont des pratiques qui diffèrent des méthodes d'action habituelles de l'action directe (Carter, 1973). Ainsi, l'action directe doit être considérée comme une approche aviolente selon Carter (1973).

Finalement, les activistes politiques, où les individus pratiquent l'action directe, peuvent s'impliquer dans des causes diamétralement opposées. En effet, l'action directe est une forme de contestation utilisée autant par les mouvements de gauche que de droite (Carter, 1973; Franks, 2003), voire par les extrêmes politiques (Polères, 2007). Pensons par exemple à l'activisme de la nouvelle droite américaine, dont les partisans adoptent des thèses pro-familiales et antiféministes (Ben Barka, 2003). Plus proches de chez nous, les groupes La Meute, Atalante et la Fédération des Québécois de souche utilisent la cyberattaque, la manifestation et la diffusion de fausses nouvelles (Potvin, 2017). De l'autre côté du spectre politique, le groupe Action Directe, le Black Block, les Antifascistes et les Zadistes font partie de l'extrême gauche française (Lafaye, 2017). Au Québec, le groupe Solidarité Sans Frontière et le groupe Montréal-Antifasciste sont des groupes d'extrême gauche, selon le Ministère de la Sécurité Publique (2018).

2.2 Exemples de pratiques d'action directe

2.2.1 Pistes historiques

Nous l'avons dit précédemment : les jeunes s'engagent dans de nouvelles formes de militantisme et ils sont soucieux de faire concorder leurs valeurs avec leurs actions. Les jeunes adoptent un mode d'engagement dit « distancié » (Ion, 2012), qui consiste à privilégier ses propres ressources, en s'engageant dans des objectifs à court terme. Ils privilégient ainsi l'efficacité immédiate qu'offre l'action directe (Ion, 1997) et ils pratiquent l'activisme (Muxel, 2001).

L'activisme pratiqué par les jeunes peut être compris à travers le concept de « répertoire d'action », qui explique les formes d'actions collectives changeantes dans l'histoire. Au 17^e siècle, la lutte contre la royauté et contre son intérêt pour la guerre était une des formes pratiquées de l'action collective, tout comme la résistance fiscale et les émeutes du grain. Au 18^e siècle, c'était la lutte autour des travaux de la moisson, alors qu'au 19^e siècle, les associations ouvrières sont devenues des acteurs clés de l'action directe. C'est à cette époque que le terrorisme⁴, les grèves et les manifestations sont devenus des actions collectives fréquemment utilisées (Tilly, 1984). Les occupations, les *sit-in*, les détournements d'avion et le mouvement de squatter peuvent être considérés

⁴ Le terrorisme fait référence aux attentats qui visent les symboles du pouvoir, tels que l'Église, le pouvoir exécutif et législatif, dans la France du 19^e siècle par exemple. Au 20^e et au 21^e siècle, le terrorisme est motivé par d'autres causes, telles que l'indépendance nationale ou le combat religieux (Connes, 2016).

comme des ajouts récents au répertoire d'action, mais qui trouvent leur origine dans les moyens aussi utilisés au 19^e et du 20^e siècle, et reproduits par la communication de masse (Tilly, 1984).

D'un autre côté, c'est durant les premières manifestations ouvrières en Europe qu'on assiste au début des pratiques de l'action directe (Baillargeon, 2008). À l'époque, les pratiques d'action directe pouvaient servir à améliorer les conditions des ouvriers (Carter, 1973). Elles sont liées à l'action syndicale, entre l'ouvrier et l'employeur, ou entre le prolétaire et le patron (Pouget, 2009). La lutte ouvrière est demeurée longtemps le principal moteur de l'action directe. Elle tire elle aussi son origine de l'anarchosyndicalisme, qui est apparu lorsque les anarchistes ont commencé à s'impliquer dans le mouvement syndical à la fin du 19^e siècle (Polère, 2007). Bien d'autres événements ont permis le recours à l'action directe et semblent avoir influencé la manière de la définir. Pour n'en nommer que quelques-uns, pensons à l'occupation pour contrer l'expulsion des locataires à la suite de la crise économique de 1929 (Dupuis-Déri, 2008) ou, plus largement, les mouvements sociaux (féministes, antiracistes, anticapitalistes, etc.) qui se font entendre aux quatre coins du monde dans les années 70 (mai 68 en France, les mouvements de décolonisation en Afrique, mouvement pour la paix et contre la bombe atomique à la suite de la prolifération nucléaire, ainsi que l'action non violente de Gandhi, etc.).

2.2.2 Les groupes anarchistes

Comme mentionné ci-dessus, l'action directe était fortement liée à la révolte des ouvriers aux 19 siècles. Dans ces lieux de travail, les groupes anarchistes étaient les principaux groupes qui pratiquaient l'action directe. En effet, la tradition anarchiste mobilise le concept de la « diversité des tactiques », qui s'exprime par l'utilisation de la violence, comme de la non-violence (Dupuis-Déri, 2003c). Par exemple, pour deux personnes de tradition anarchiste, l'utilisation de l'action directe au sein d'une manifestation peut être légitime aux yeux de l'une de ces personnes, mais l'autre pourrait préférer s'en tenir à l'écart. Chaque individu a ainsi la liberté de choisir quelle action il pratique au sein d'une mobilisation, et chacun doit respecter ce principe d'auto-détermination de l'action militante. L'anarchisme se caractérise par une remise en question de l'autorité qui représente le principe organisateur de la vie en société. Cette critique rejoint aussi l'ensemble des situations de domination et de hiérarchie. Les anarchistes veulent des alternatives à la société dite capitaliste et néolibérale d'aujourd'hui. Pour ce faire, ils prônent la liberté, l'autogestion et l'autonomie (White et Kossoff, 2011).

Le Black bloc est un exemple de groupe anarchiste impliqué au Québec et ailleurs dans le monde, et qui adopte le point de vue de l'ici et maintenant (Dupuis-Déri, 2004). Il s'agit d'une forme d'action collective, où les militants sont vêtus et masqués en noir, ce qui rend difficile leur identification par les policiers (Dupuis-Déri, 2003b). Les membres font des actions directes et ils adoptent une vision anarchiste et une critique radicale de la

société. Un Black bloc est un regroupement qui est composé de plusieurs groupes « d'affinités », qui sont composés d'une demi-douzaine à plusieurs dizaines de membres. Selon Dupuis-Déri (2003c), les liens qui unissent le groupe d'affinité sont caractérisés par l'amitié et l'autonomie, c'est-à-dire qu'il n'est dirigé par aucune organisation. Ces groupes s'organisent avant ou pendant une manifestation, tout en restant de nature éphémère. Les Black blocs fonctionnent de manière égalitaire, non-autoritaire et non hiérarchique. Ils recherchent le consensus et ils pratiquent la démocratie directe (Dupuis-Déri, 2003a). À ceci s'ajoute le fait que les Black blocs sont présents lors des grandes manifestations que suscitent les rencontres internationales à caractère socio-économiques réunissant plusieurs pays, comme le Sommet des Amériques en 2000, les évènements liés à la Banque Mondiale, au Fonds monétaire international (FMI) et à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Ils s'attaquent également aux grandes entreprises qui incarnent les valeurs capitalistes selon eux, tels que McDonald et Levi's.

Enfin, les militants des Black blocs sont souvent jeunes et aux études (Dupuis-Déri, 2003a; 2004; 2019). Par l'implication dans ces groupes, les jeunes démontrent leurs intérêts pour les groupes d'affinité et la diversité des tactiques (Jossin, 2013), mais aussi dans les formes d'engagement égalitaire, telles qu'évoquées plus haut. Dans ces Black blocs, la jeunesse dénonce l'ordre social mondialisé, la brutalité policière et le capitalisme. Ils revendiquent une démocratie plus représentative et ils s'inscrivent dans la tradition politique de l'anarchisme, aussi liés à la mouvance altermondialiste. (Dupuis-Déri, 2004)

3. CADRE THÉORIQUE

Ce deuxième chapitre expose le cadre théorique choisi, lequel nous permettra d'analyser nos résultats de recherche. D'abord, nous définirons la théorie des mouvements sociaux, dont celui des nouveaux mouvements sociaux. Puis, nous verrons *la Significance Quest Theory*, laquelle apparaît pertinente pour jeter un éclairage sur le sens de l'action directe accomplie par les jeunes âgés entre 18 et 34 ans. Enfin sera justifiée la pertinence de ces choix théoriques au regard de notre objet de recherche.

3.1 Décliner les mouvements sociaux : définitions et théorisation

La panoplie de mouvements sociaux rend difficile une définition unique. Différentes compréhensions et définitions existent des mouvements sociaux dans le champ de la sociologie. De fait, les mouvements sociaux peuvent être interprétés au regard de plusieurs approches, dont les théories des comportements collectifs, la théorie de la mobilisation des ressources, les cadres de l'action collective, la structure des opportunités politiques et la théorie des nouveaux mouvements sociaux (Le Saout, 2012). Selon le Saout (2012, p. 8), « aucune théorie des mouvements sociaux ne semble capable d'embrasser à elle seule l'ensemble des problèmes propres à toute étude empirique ». Masquelier (2013) note néanmoins que les théories critiques issues de l'École de Frankfort ont contribué largement à l'appréhension des mouvements sociaux, notamment les plus contemporains, qui se focalisent sur la dénonciation du capitalisme néolibéral qui amène des inégalités

économiques. Pour Dorvil et Mayer (2001), l'étude des mouvements sociaux amène à considérer les changements sociaux ainsi que les problèmes sociaux vécus par les populations. Dans le même ordre d'idée, d'après Neveu (2019), les mobilisations permettent de voir les problèmes sociaux, là où la prise en charge et des réponses sociales de l'État sont attendues par les personnes militantes.

Plus spécifiquement, un mouvement social se caractérise par un « agir ensemble intentionnel » (Neveu, 2019, p. 9), c'est-à-dire qu'il se détermine par une action collective qui s'exprime dans une revendication ou dans la défense d'une cause ou d'un intérêt matériel. Pour ce faire, il doit y avoir identification d'un adversaire (De la Porta et Diani, 2006), tel qu'un employeur, une institution politique ou administrative (Neveu, 2019). Melucci (1980) rappelle qu'il doit exister une lutte entre deux adversaires ou groupes d'acteurs qui désirent influencer l'orientation des valeurs et la distribution des ressources sociétales. Selon Jasper (2011), un mouvement social détient un caractère non institutionnel, mais il est aussi défini comme une organisation structurée et identifiable, qui a pour but de regrouper des personnes ayant des intérêts communs en vue de défendre des objets précis (Rocher, 2012). Le mouvement social se distingue aussi du parti politique, car il est composé d'une panoplie d'acteurs formels et informels, de groupes, d'associations et de collectifs (Hudon et Sarrasin, 2019). Il ne représente pas une organisation unique.

Enfin, les mouvements sociaux peuvent être distingués en fonction de ce qu'ils revendiquent comme type de changement (Aberle, 1966). Pour en donner quelques exemples, il y a les mouvements réformistes, tels que les mouvements anti-nucléaires, qui s'opposent à l'utilisation civile ou militaire de l'énergie nucléaire, née à la suite des bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki (Carter, 1973). Ce type de mouvement vise à changer seulement un élément spécifique dans la structure sociale. Il y a aussi les mouvements révolutionnaires, comme la révolution cubaine, dirigée par Fidel Castro, qui avait pour but de renverser le régime autoritaire à Cuba. Ce type de mouvement prône un changement complet et profond de la structure sociale. Puis il y a les mouvements de résistance aux avancées sociales, tels que le Ku Klux Klan et le mouvement pro-vie (Aberle, 1966) qui visent à prévenir les changements dans la structure sociale, en préservant les privilèges des groupes dominants. Jasper (2011) considère que les mouvements qui désirent empêcher le changement social sont des contre-mouvements. D'autres classifications, comme celle utilisée par De la Porta et Diani (2006), distinguent un mouvement social en trois catégories. En premier lieu, le mouvement dit « professionnel » est composé d'une équipe de travailleurs rémunérés, qui possède beaucoup de ressources provenant de l'extérieur, avec une base composée de membres qui peuvent contribuer de manière financière. En deuxième lieu, le mouvement basé sur la protestation de masse combine l'emploi de la démocratie participative ainsi qu'une organisation structurée, c'est-à-dire avec une direction stable et des membres. En troisième lieu, le « mouvement de la base » renvoie à un mouvement plutôt local, spontané et intermittent; il apparaît lorsque les préoccupations citoyennes deviennent des enjeux

politiques qui affectent les populations locales, telles que la destruction d'un boisé ou la construction d'une route qui fait l'objet de controverses, par exemple. Cette forme de mouvement combine une forte orientation participative, avec un faible niveau de structuration formelle (De la Porta et Diani, 2006). Le mouvement *Idle No More* correspond aussi à cette dernière catégorie dans son caractère de structuration non hiérarchique (Hudon et Sarrasin, 2019).

3.2 Nouveaux mouvements sociaux

Un autre type de mouvement social est celui que l'on qualifie de nouveau. C'est au début des années 70 que le paradigme des nouveaux mouvements sociaux (NMS) a pris une place importante dans l'analyse de l'action collective (Le Saout, 2012). Des thématiques telles que l'antiautoritarisme, le refus de la société de consommation, la libération individuelle, la critique de la répression, la démocratie participative et la société fondée sur des valeurs écologiques et solidaires ont d'abord été mobilisées par le mouvement de 68, mais aussi plus tard par le mouvement altermondialiste (Petrucciani, 2010). Les nouveaux mouvements sociaux rompent avec les anciens mouvements sociaux, tels que le mouvement ouvrier et syndical (Neveu 2019), mais aussi le mouvement nationaliste au Québec (Vaillancourt, 1992). Les militants des nouveaux mouvements sociaux se distinguent par des préoccupations nouvelles, telles que la paix mondiale et l'environnement (Douay, 2012).

Dans le même ordre d'idée, les nouveaux mouvements sociaux (NMS) sont liés à un nouveau type de société, soit la société post-industrielle, caractérisée par le déclin de certains conflits de classe, dont ceux liés au mouvement ouvrier (Neveu, 2019; Touraine, 1978). Pour les militants des NMS, l'identité n'est pas seulement associée à la classe sociale (Neveu, 2019), contrairement à une époque où elle jouait un rôle central et prédominant dans l'analyse des conflits sociaux, influencée par le marxisme (Vaillancourt, 1991). En effet, selon Kristanova (2015), les revendications des NMS ne sont plus nécessairement portées par des groupes sociaux revendiquant les clivages traditionnels, comme ceux liés à la classe, à l'origine sociale et à l'affiliation politique. Selon Offe (1985), le conflit porté par les NMS n'appartient pas à une classe en particulier, mais bien à des alliances sociales, qui se forment autour de politiques de coalitions. « Les coalitions politiques présentent [...] l'avantage de s'appuyer non pas sur un sujet stable et une identité fixe, mais bien sur un regroupement local, ponctuel et contextualisé d'intérêts à transformer une situation donnée » (Nicholson 1999 : 75-76 et 160, cité dans Baril, 2007, p.76). La construction de nouveaux mouvements sociaux émerge de plusieurs impératifs, dont celui de l'émancipation de tous les individus. Celle-ci est possible grâce à la revendication de politiques identitaires, c'est-à-dire de politiques qui prennent en compte les identités diverses et leurs entrecroisements (des hommes, des femmes, des personnes racisées, noires, autochtones, etc.). (Kristanova, 2015)

De plus, les NMS rejettent l'engagement dans les grandes organisations, dont celle structurée sur le modèle fédératif⁵, qui ne répond pas à leurs attentes selon Cathelineau (2017). Non seulement ils rejettent les organisations hiérarchiques et toute autorité plus largement, mais ils se méfient des pouvoirs médiatiques et scientifiques. Leurs militants préfèrent apprendre par eux-mêmes, ou à l'aide de pairs dans une relation égalitaire et dans les médias alternatifs (Cathelineau, 2017). Bien que certains groupes militants puissent partager leurs valeurs, les militants s'efforcent de ne pas s'identifier à aucune organisation formelle, selon Pleyers (2016). Aussi, les NMS se caractérisent par leur refus d'accepter une médiation politique avec les représentants des institutions liées à l'État. En effet, les NMS ont tendance à ne pas offrir de compromis possible avec l'adversaire; leurs revendications apparaissent difficilement négociables (Neveu, 2019). Ce refus de médiation politique avec les élites est combiné à une forme de participation directe, qui se matérialise par des manifestations antihiérarchiques, antiautoritaires et spontanées. À partir des années 60, les mobilisations contestataires, telles que la contre-culture des jeunes, les mouvements féministes, écologistes, nationaux, les luttes anti-institutionnelles ainsi que les luttes urbaines, font partie de ces nouvelles formes de protestation sociale.

⁵ Selon Ion (1997), dans le passé, les associations, les mouvements et les syndicats étaient insérés dans des fédérations qui partageaient certaines idéologies différentes et étaient représentés dans l'espace public nationale. Aujourd'hui, les groupements se veulent davantage axés sur le « local » et le « mondial ». Le modèle associatif influencé par les modes fédératifs laisserait la place à de nouveaux modes de participation ainsi qu'à des inscriptions associatives indépendantes des réseaux d'appartenance.

Un exemple de participation directe des NMS est la démocratie directe, qui se caractérise par le rejet des mécanismes de la délégation de pouvoir utilisé dans la démocratie représentative (Burawow, 2015; Chanez et Lebrun-Paré, 2015; De la Porta et Diani, 2006). Ce style de participation est utilisé par les mouvements d'occupation, souvent associé à des prises de décisions axées sur l'horizontalisme (Ancelevici, 2016) où les militants n'ont aucun chef ou représentant qui parlent en leur nom (Lam-Knott, 2018). En d'autres mots, il s'agit de formes d'organisations basées sur la participation égalitaire de l'ensemble des militants (Vaillancourt, 1992), où les tactiques d'actions directes sont présentes (Dechezelles et Olive, 2017; Montoni, 2018; Neveu, 2019). Ces formes d'engagements des NMS sont particulièrement prisées chez les jeunes, car, selon Ion (2005, p. 25), les jeunes veulent « agir directement sur le cours des choses sans attendre la promesse des lendemains qui chantent ».

Ces mouvements qui pratiquent l'action directe connaissent la répression policière (Burawow, 2015; Carter, 1973). Dupuis-Déri (2013a) adopte le terme de répression pour parler de la violence physique exercée par les forces de l'ordre, mais aussi pour parler des dispositifs mis en place par le gouvernement, les médias et le système de justice pour limiter la contestation sociale. Cette répression pourrait avoir comme effet de paralyser l'action collective (Dupuis-Déri, 2013a), de radicaliser les acteurs, mais aussi d'inciter certains individus et groupes à se rallier aux mouvements par solidarité (Harbour et Tremblay, 2013).

3.3 Significance Quest Theory (SQT)

Peu d'éléments de la dernière approche expliqués ci-haut étudient spécifiquement l'action directe, bien que ce mode d'action soit présent au sein des mouvements de protestation, dont les NMS. Une deuxième approche qui étudie l'action directe, mais aussi le sens qui permet sa mise en pratique, s'avère nécessaire pour donner des réponses à nos questions de recherche. La *Significance Quest Theory* (SQT) a été développée pour étudier une forme d'action directe, soit l'extrémisme violent⁶ (Orehek, Kruglanski, Bélanger, Gelfand, Gunaratna, Hettiarachchi, Reinares, Sasota, et Sharvit, 2013). Elle suppose que la recherche de significations permet de motiver les individus à adopter des comportements extrêmes, qu'ils soient violents ou bienveillants (Molinario et al., 2020). Ce genre de comportements est pratiqué par les individus qui ont vécu des expériences passées significatives ou à cause d'évènements déclencheurs (Chawla, 1998). Cela arrive lorsque les significations leur font défaut, par exemple par l'observation de la destruction de leurs habitats ou par l'absence de justice sociale. Cela amène les individus à tenter de restaurer le sens qu'ils ont perdu. Dans son étude portant sur l'activisme environnementale, Molinario et al., (2020) utilisent l'approche SQT et les auteurs distinguent les comportements difficiles des comportements faciles. Plus la recherche de sens serait grande, plus les militants utiliseraient des comportements difficiles. Pour

⁶ L'extrémisme violent fait référence au terrorisme et à la radicalisation

donner des exemples, les comportements difficiles font référence à des actions qui demandent des efforts considérables, comme l'organisation d'une marche pour un enjeu environnemental, alors que les comportements faciles réfèrent à ce que tout le monde peut faire, tels que le recyclage.

L'activation de la quête de sens se produit lorsqu'il y a certains éléments déclencheurs négatifs qui affectent un individu, dont une perte de signification (perte personnelle, humiliation personnelle ou collective), la menace d'une perte de signification, ou bien lorsqu'il y a une possibilité d'obtenir un gain qui donne plus de sens (Kruglanski, Gelfand, Belangér, Sheveland, Hetiarachchi et Gunaratna, 2014). Nous entendons par éléments déclencheurs un évènement qui agit comme catalyseur ou comme motivation au parcours militant. Par exemple, être confronté à la destruction d'un écosystème naturel ou bien au déclin d'une espèce animale peuvent être des éléments déclencheurs qui vont conduire les individus aux comportements extrêmes (Chawla, 1998). D'un autre côté, d'autres événements déclencheurs, tels que des éléments positifs dans l'histoire d'un individu, peuvent l'amener à s'impliquer dans des causes significatives. Par exemple, l'étude de Chawla (1998) sur l'activisme environnemental démontre que les comportements qui visent à protéger l'environnement sont liés aux expériences positives vécues en nature dans le passé. Pensons notamment aux souvenirs d'enfance où la nature était au centre des activités, ou bien aux expériences vécues au sein des organisations environnementales. Notons que ces expériences amènent du sens aux

individus, ce qui peut les amener à adopter des comportements pro-environnementaux, dont des pratiques d'actions directes.

En somme, les modes d'organisation plus démocratiques rapportés dans les nouveaux mouvements sociaux s'avèrent pertinents pour analyser les pratiques d'action directe des jeunes. Quant à elle, la *Significance Quest Theory* donne des éléments clés pour comprendre le sens lié à l'extrémisme violent, dont certaines pratiques d'action directe. Combinées ensemble, ces deux approches permettront d'éclaircir notre objet de recherche et offriront des outils d'analyse.

4. MÉTHODOLOGIE

Dans cette section, nous présentons la méthodologie utilisée pour ce mémoire. D'abord, nous précisons les raisons qui nous ont amenés à choisir l'approche qualitative. Ensuite, nous explorons la méthode utilisée pour répondre aux objectifs de recherche. En suivi sont précisées les caractéristiques de l'échantillon retenu pour cette recherche. Puis, nous exposons les détails et les enjeux liés à notre posture de chercheur engagé avec l'objet de notre recherche. Enfin, il est question de la méthode de collecte des données, d'analyse des résultats, des considérations éthiques et du profil des personnes participantes.

4.1 Choix de l'approche méthodologique

Dans le cadre de ce mémoire, nous avons adopté une posture épistémologique qui se situe dans le paradigme constructiviste, puisque nous visons la compréhension des significations que les acteurs attribuent à leurs vécus et à leurs actions, et où ils ont construit leurs savoirs au gré des expériences vécues (Mucchielli, 2005). Nous avons construit nos connaissances de la même façon au fil de cette recherche, avec les entretiens semi-dirigés réalisés avec les participants. Nous avons pris conscience au fil du temps de l'interdépendance qui existait entre notre posture de chercheur engagé et l'objet de notre recherche. Notre vécu personnel, notamment les affects liés à notre passé de militant, s'est combiné à la réflexion théorique que le mémoire exige; nous nous sommes ainsi rendu compte que notre recherche a pris place à l'intérieur d'un itinéraire personnel et

professionnel (Paturel, 2008), ce qui a permis la reconnaissance de notre implication au cœur de la recherche, tout en conservant notre intégrité de chercheur.

Nous avons utilisé l'approche qualitative, puisque celle-ci a une visée compréhensive du sens que les acteurs donnent à une situation ou à un contexte, ainsi que le sens donné aux pratiques et comportements (Dumez, 2012). Selon Mongeau (2009), saisir la création de sens des personnes concernées est l'un des objectifs principaux de la recherche qualitative. L'approche qualitative s'avère ici pertinente afin de comprendre l'interprétation de la réalité vécue par les jeunes militants, à savoir le sens et les significations relatives à l'action directe qu'ils en retirent.

4.2 Les caractéristiques de l'échantillonnage et les modes de recrutement

La population concernée est celle des jeunes de 18-34 ans; et l'échantillon est composé de jeunes militants qui pratiquent des actions directes et qui peuvent faire partie de groupes, tels que les groupes de défense des droits des locataires ou les groupes environnementaux, y compris les groupes de défense des droits des animaux. Nous avons choisi ces groupes en raison des enjeux et des préoccupations qu'ils soulèvent à notre époque et de leur visibilité d'une part (on peut par exemple penser aux manifestations pour le climat et le traitement médiatique dont fait l'objet la crise du logement depuis la pandémie) et, d'autre part, en raison de nos intérêts personnels.

Plusieurs critères d'échantillonnage ont été choisis pour répondre aux objectifs de la recherche. Les deux premiers critères pour participer aux entrevues étaient de parler la langue française et d'avoir pratiqué des actions directes au cours des trois années précédentes. Il était essentiel que les jeunes militants aient joué un rôle actif quant aux actions entreprises dans leurs groupes militants. Leurs expériences devaient donc être significatives en ce qui a trait à l'action directe, c'est-à-dire qu'ils devaient avoir posé des actions légales ou illégales, dans un contexte de manifestation, de grève, d'occupation ou de blocage. Le dernier critère était d'habiter la grande région métropolitaine. Nous avons laissé aux personnes participantes le choix quant aux lieux et moments de rencontre. Dû à la pandémie de la Covid-19 et aux avantages liés aux rencontres par visioconférence, 8 personnes sur 9 ont choisi ce mode de rencontre. La 9^e personne a été rencontrée dans une réunion en présentiel.

Pour ce qui est du recrutement, la méthode choisie est non probabiliste et intentionnelle. En effet, nous avons délibérément sélectionné un groupe de participants volontaires afin qu'ils participent à notre étude. L'échantillon constitué est hétérogène et est composé de 9 personnes. Pour le constituer, nous avons écrit à certains groupes militants via les informations disponibles sur leurs sites internet respectifs ou leurs adresses courriel. Nous avons également contacté par téléphone ces groupes. Par exemple, nous avons appelé certains comités logement de Montréal, dont l'organisation d'éducation et d'information logement (Œil) de Côte-des-Neiges et le Projet Genèse pour les informer de notre projet. Les autres comités ont été joints via leurs adresses courriel. S'il y avait un

intérêt de la part des comités, nous leur avons envoyé l’affiche de notre projet afin qu’ils connaissent les modalités et les objectifs de notre travail. Dans un autre ordre d’idée, nous avons fait du recrutement sur le réseau social Facebook. Nous avons communiqué avec plusieurs groupes militants que nous avons commencé à suivre sur nos réseaux en raison du projet. S’ils étaient d’accord à collaborer au recrutement pour notre recherche, nous avons joint notre affiche sur leur messagerie Facebook. Les groupes pouvaient dès lors la partager à leurs membres, durant les rencontres d’équipe ou durant leurs discussions en ligne. De plus, il est arrivé que nous communiquions avec certains administrateurs de page Facebook qui nous ont recommandés ensuite à certaines personnes spécifiques, connues dans le milieu pour être impliquées de manière active pour la cause qui nous intéressait. Lorsque ces personnes ont démontré une ouverture à notre recherche, nous leur avons envoyé notre affiche. Nous avons pu recruter trois participants via les réseaux sociaux. À la suite des partages de nos affiches, nous attendions un retour des personnes intéressées. S’il y avait un intérêt, nous nous sommes assuré qu’elles répondaient aux critères d’inclusion, pour ensuite prendre un rendez-vous pour une entrevue officielle. De surcroît, nous avons fait du recrutement en nous rendant à quatre actions directes, deux manifestations et deux occupations, afin de distribuer une affiche expliquant notre recherche. À noter que nous n’avons pas besoin de l’autorisation d’un organisme pour distribuer notre affiche durant les manifestations.

Durant notre participation aux actions directes, nous avons pu voir en action certains des militants que nous allions interviewer plus tard. Nous avons donc pu observer

directement le phénomène à l'étude avec la population clé choisie pour notre recherche, soit les jeunes militants entre 18 et 34 ans. Durant notre participation aux manifestations, nous nous sommes promenés dans la foule et nous avons eu des discussions informelles avec les gens présents. Bien que nous ayons été capables de donner plusieurs affiches dans les évènements militants, peu de personnes nous ont donné suite. Nous faisons l'hypothèse que certains militants ont pu être réfractaires à la recherche « traditionnelle » faite par une institution scolaire, ce qui a pu nuire à notre recrutement. Nous en sommes donc venus à changer notre stratégie vu les difficultés de recrutement. Ainsi, nous avons poursuivi avec des appels téléphoniques et des communications à l'aide des réseaux sociaux.

Lorsque les militants ont démontré un intérêt pour notre recherche, ils nous ont écrit des courriels afin de manifester leur désir de participer à l'entretien. Par la suite, nous avons pris le temps de les appeler pour clarifier s'ils répondaient aux critères d'inclusion, rappeler les objectifs de recherche et les implications de leur participation. Ensuite, si ces derniers répondaient à l'ensemble des critères, nous fixions un rendez-vous pour mener l'entrevue semi-dirigée. Une fois l'entrevue réalisée, nous demandions à la personne si elle était en relation avec d'autres individus qui pratiquaient l'action directe et qui pouvaient nous être recommandés. Cette technique, appelée boule de neige, s'est avérée très utile pour notre recrutement, car elle a permis de recruter quatre nouvelles personnes. À nouveau, nous nous sommes assurés de leur compréhension de la recherche et avons vérifié si elle répondait aux critères d'inclusion avant de les inviter à participer à une entrevue. Finalement, à la fin de chaque entrevue, nous avons offert 20 \$ aux participants

afin de les remercier d'avoir donné de leur temps. L'argent donné provenait de nos fonds personnels.

4.3 Posture de chercheur engagé

Nous avons tenu une posture engagée dès le départ de notre recherche, c'est-à-dire que c'est durant notre participation personnelle à certains événements politiques actuels qu'a émergé notre sujet de recherche et qu'il a été possible de construire notre problématique. Nous nous définissons comme un chercheur ayant un intérêt particulier pour le militantisme, vu notre implication passée durant la grève de 2012 et, plus récemment, dans les associations étudiantes universitaires et les organismes environnementaux.

Notre implication dans les actions directes dans le cadre de cette recherche a fait en sorte que nous en sommes venus à oublier, en quelque sorte, la raison pour laquelle nous participions aux événements militants, soit le recrutement de personnes participantes pour notre mémoire. Nous avons été entraînés par la foule à scander des slogans, qui nous rappelaient notre propre militantisme et les différentes émotions qui venaient avec cette implication. Pendant nos observations, nous avons éprouvé de l'empathie pour les militants, car nous avons compris leur situation (manifestations, occupations, réalité des locataires, etc.). Émotionnellement, nous nous sentions très près du vécu expérientiel des personnes interviewées, en plus d'adhérer aux mêmes opinions politiques que les participants, notamment à ce qui a trait à l'environnement. Les luttes militantes nous

rappelaient le plaisir, la détermination de l'engagement, mais aussi la colère (face aux dirigeants et à l'état du monde) ressentie dans notre propre militantisme. Ces prises de conscience de nos propres affects nous ont conduits à vouloir créer une certaine distance avec notre objet de recherche, tout en ayant conscience de notre subjectivité. L'acceptation de nos émotions nous a permis de distinguer ce qui émanait de nous-mêmes de ce qui venait des militants lors des entretiens. Grâce à notre réflexion sur nos émotions, nous avons réussi à nous détacher émotionnellement de nos entretiens et à prendre du recul dans nos échanges avec les personnes interviewées. Nous avons procédé à cette adaptation à la suite de l'écoute de notre première entrevue, où nous avons remarqué qu'il y avait beaucoup trop de réciprocité et de complicité entre nous et la personne interviewée. Par exemple, nous pouvions acquiescer aux propos des militants et même en rajouter au sujet des enjeux environnementaux, tels que l'implication des politiciens ou les actions en cours au même moment. Un peu plus de neutralité s'est imposée graduellement par la suite dans les échanges avec les autres militants. Nous avons pris conscience de notre investissement personnel et de l'importance qu'il y avait à tendre vers plus d'objectivité. Il s'agit d'un examen critique de notre subjectivité qui nous a conduits à revenir à notre objet de recherche afin de le peaufiner. Cette prise de conscience et cette distance ont quand même permis l'émergence d'un savoir tacite. En effet, comprendre le sens des pratiques d'action directe par le biais de personnes impliquées dans l'action nous a amenés à comprendre le propre sens que nous avons retiré de l'action directe. C'est donc au travers du croisement entre leur histoire et la nôtre qu'a émergé une partie des connaissances pour cette recherche. L'objectivation de notre posture comme chercheur s'est avérée être une

stratégie pertinente qui nous a permis de faire preuve de vigilance épistémologique. Cette vigilance nous a permis d'être transparents par rapport à notre positionnement dans l'espace social (nos privilèges et notre classe sociale) ainsi qu'envers notre disposition mentale (croyances et valeurs) qui peut compromettre l'objectivité des connaissances (Hamel, 2015). Ainsi, nous avons pu faire preuve de réflexivité et d'esprit critique, en remettant en cause nos comportements, nos idées et nos croyances. Ce travail d'objectivation et de mise à plat de nos aprioris aurait été impossible sans le tenu d'un journal de bord. L'écriture quotidienne du journal a pu rendre explicites nos propres croyances et nos conceptions vis-à-vis l'action directe, les théories, les entrevues et notre implication dans les manifestations.

4.4 Méthodes de collecte de données

Nous avons utilisé la technique des entrevues semi-dirigée pour la cueillette des informations. Cette technique nous a permis de connaître l'expérience de l'autre en ce qui concerne le sens donné aux pratiques d'action directe. En effet, le but de l'entretien semi-dirigé est de rendre explicite l'univers d'autrui (Savoie-Zajc, 2009). Il s'agit de la méthode la plus utilisée pour discerner l'expertise d'une personne dans un domaine spécifique de sa vie quotidienne (Létourneau, 2006). L'entretien semi-dirigé a permis à la fois d'obtenir une description des pratiques d'action directe chez les militants ainsi que de connaître les significations qu'ils donnaient à leurs actions. Nous avons axé nos questions autour de ces thèmes pour notre guide d'entrevue. Les questions n'étaient pas posées dans un ordre strict, mais en fonction des réactions de la personne ainsi que du flux conversationnel (Nils

et Rimé, 2003). L'objectif était de maintenir un échange fluide et de favoriser l'expression de la personne face aux différents thèmes, et ce, afin qu'elle puisse dire des choses non soupçonnées. Nous répondions à cet objectif en mettant en confiance la personne (Nil et Rimé, 2003), et ce, tout au long des différentes étapes de la réalisation de l'entrevue.

4.5 Méthodes d'analyse des résultats

Toutes les entrevues ont été enregistrées vocalement et retranscrites intégralement afin de pouvoir par la suite reconstituer la structure ou la dynamique d'ensemble des récits (Campenhoudt, Marquet et Quivy, 2017). Nous avons aussi pris des notes durant les entrevues concernant certaines informations qu'il était difficile de percevoir via les enregistrements, tels que les réactions non verbales chez les personnes interrogées face aux différents thèmes abordés.

Plus spécifiquement, nous avons procédé à la méthode de l'analyse thématique afin de mettre en évidence les jugements, les opinions et les représentations sociales des locuteurs (Campenhoudt, Marquet et Quivy, 2017). À l'aide d'une grille de codage, nous avons codé attentivement les entrevues pour identifier les thèmes prédéfinis (ex. sens de l'action directe, définition de l'action directe, éléments déclencheurs) et les thèmes émergents des verbatim, en vue de faire une première analyse verticale. Ensuite, l'analyse a consisté à les regrouper par catégorie en vue d'en faire une analyse horizontale (Paillé et Mucchielli, 2012). L'exercice de thématisation et de construction des catégories a été

fait en continu, c'est-à-dire de façon itérative au fur et à mesure du traitement des entrevues, jusqu'à épuisement de l'émergence de nouveaux thèmes. Par la suite, nous avons cherché à identifier les relations entre les catégories, à les mettre en évidence en questionnant leur interrelation (Paillé et Mucchielli, 2012). Ce processus a permis de mettre en lumière les convergences entre les éléments, ainsi que les différences et les oppositions (Campenhoudt, Marquet et Quivy, 2017). Enfin, cet exercice a permis de comprendre plus en profondeur les processus en jeu autour du phénomène de l'action directe, ce qui a renforcé les concepts émergents pour finalement aboutir à une théorisation (Méliani, 2013).

4.6 Limites et considérations éthiques

La pandémie de COVID-19 a amené plusieurs défis pour la réalisation de ce mémoire. En effet, il a été difficile de recruter des personnes ayant effectué des actions directes dans les trois dernières années, dues entre autres aux différentes réglementations dans le contexte de la pandémie. Les différentes mesures sanitaires, la peur de contracter le virus ou la crainte d'obtenir une amende ont probablement freiné plusieurs militants à participer à des actions directes dans le cadre de rassemblements ou manifestations.

Le fait d'avoir réalisé la majorité de nos entrevues via Zoom a apporté également certaines limites. En effet, l'entretien par visioconférence présente certains désavantages, tels que les difficultés techniques liées à la perte de réseau qui est arrivé à quelques reprises dans nos rencontres. Il y a aussi le fait qu'une rencontre en présentiel présente l'avantage

de tisser un meilleur lien de confiance, voire de favoriser davantage la confiance, contrairement à une rencontre en visioconférence. Les entrevues en ligne ont toutefois été avantageuses et facilitantes pour les rencontres, car elles ont permis d'éviter les déplacements et de gagner du temps. Elles ont augmenté nos chances d'avoir une plage horaire qui convenait à la personne interviewée.

Durant les entrevues, nous pouvions observer certains biais à la recherche, notamment celui de la désirabilité sociale, soit le désir de se projeter sous un jour favorable à l'interlocuteur (Gauthier et Bourgeois, 2016). Par exemple, certains participants ont relaté l'importance d'aviser les autorités en cas d'action directe (en contradiction avec le *Do it yourself*), ou certains ont parlé de l'importance qu'ils accordaient aux relations sociales pour les pratiques d'action directe, au lieu de s'attarder sur leurs propres intérêts personnels. Par-delà ces aspects, une autre limite a été la difficulté d'atteindre la saturation des données. Avec 9 entrevues, il a été impossible d'obtenir cette saturation, car des résultats nouveaux auraient sans doute pu apparaître si nous avions questionné d'autres militants affiliés à d'autres groupes. Enfin, il a fallu tenir compte de notre subjectivité en tant que chercheur, puisque nous sommes aussi militants pour différentes causes sociales.

Dans un autre ordre d'idée, il est clair que ce n'est pas tous les militants que nous avons interviewés qui ont pratiqué l'extrémisme violent, comme défini dans la *Significance Quest Theory* (SQT). Nous pouvons tout de même dire que bon nombre

d'entre eux ont eu une phase de radicalisation les conduisant à commettre des actions directes, légales ou non. La SQT a aussi été pertinente pour comprendre les concepts de sens, de perte de sens et d'éléments déclencheurs positifs et négatifs.

En ce qui concerne les dimensions éthiques, nous avons demandé un certificat éthique à l'Université du Québec en Outaouais, puisque notre recherche concernait des sujets humains. Nous nous sommes assuré de la confidentialité des informations personnelles et des données récoltées. Pour ce faire, nous avons numéroté les participants entre les chiffres 1 à 9 pour notre analyse. Nous avons supprimé les données nominatives et nous nous sommes assurés de consigner le matériel dans des dossiers informatiques verrouillés. Nous avons procédé aussi à la signature d'un formulaire de consentement avant la tenue des entretiens.

4.7 Profil des personnes participantes

Il est important de présenter brièvement les neuf personnes ayant raconté leur vécu dans le cadre de notre mémoire avant de discuter des résultats. Cinq femmes et quatre hommes, âgés de 18 à 34 ans, ont partagé leur point de vue et expérience en ce qui a trait à l'action directe. Ils habitent aussi tous en logement dans la grande région montréalaise. Cinq participants sont étudiants, alors que quatre autres sont travailleurs et ont terminé leurs études. Trois des participants peuvent pratiquer leurs actions directes dans le cadre de leur travail rémunéré. Quatre des participants sont impliqués dans les groupes de

défense des personnes locataires, notamment dans les groupes Projet Genèse, l'Organisation d'éducation et d'information de Côte-des-Neiges (Eil) ainsi que le Projet d'organisation populaire, d'information et de regroupement (POPIR)⁷. Quatre participants sur neuf étaient activement impliqués pour la cause du logement durant les 3 dernières années. Ces quatre militants participent régulièrement aux manifestations organisées par les comités logement, en tant que salarié ou en tant qu'employé bénévole. Cinq des participants ont fait des actions directes en lien avec leurs préoccupations environnementales ou animales. Deux des militants interviewés ont été impliqués dans *Les vendredis pour le futur*⁸, alors que deux autres ont milité dans *Les mouvements de libération animale*. Le tableau à la page suivante présente le profil des personnes interviewées.

⁷ Au Québec, on compte en 2023 une cinquantaine de groupes de défense des droits des locataires au sein du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ, 2023). Ces comités ont pour mission d'informer les locataires sur leurs droits, leurs recours, leurs obligations et ils doivent aussi promouvoir le logement social. Ces mêmes comités peuvent également faire partie du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Ce deuxième regroupement lutte pour les droits sociaux et considère le logement comme un droit où tous devraient y avoir accès (Breault, 2017).

⁸ Vendredis pour le futur, ou Vendredis pour le climat, est un mouvement dirigé et organisé par des jeunes qui a débuté en août 2018 à la suite des protestations de Greta Thunberg et d'autres jeunes militants. Le mouvement a influencé les pratiques militantes de nombreux jeunes partout dans le monde. (Spaiser et al., 2022)

Tableau 1

Profil des personnes militantes et groupes militants

Participant	Âge	Sexe	Groupes militants
1	25	Masculin	Vendredi pour le futur
2	28	Féminin	Comité logement
3	29	Masculin	Comité logement
4	25	Féminin	Comité environnemental
5	22	Masculin	Comité logement
6	18	Féminin	Vendredi pour le futur
7	34	Masculin	Comité logement
8	30	Féminin	Droits fondamentaux des animaux
9	30	Féminin	Droits fondamentaux des animaux

5. RÉSULTATS

Ce chapitre présente les résultats de notre recherche qui s'intéresse au sens de l'action directe chez les personnes militantes dans les nouveaux mouvements sociaux. Nous présentons les formes et les pratiques de l'action directe, telles que la désobéissance civile, les blocages ou encore l'action symbolique. Nous poursuivons avec les expériences ayant mené aux pratiques d'AD, à savoir l'implication à l'école et les sources d'inspiration au militantisme. Ensuite, il est question du sens que les jeunes militants attribuent à leurs actions directes. Nous déclinons entre autres leurs définitions de l'AD ainsi que les objectifs et principes. Enfin, nous discutons des relations sociales dans les mouvements d'action directe au Québec.

5.1 Formes et pratiques de l'action directe

5.1.1 Action légale et illégale

Les formes de l'action directe se manifestent dans deux catégories selon les manifestants, soit les actions légales et les actions illégales. Par actions illégales, nous entendons les protestations qui contournent ou dépassent le caractère légal. L'action directe peut ainsi devenir illégale selon les pratiques déployées (Koshan, 2012). Ceux qui pratiquent des actions illégales savent qu'ils peuvent recevoir une contravention ou encore être accusés d'une infraction criminelle. Quant aux actions légales, il s'agit plutôt de

pratiques qui ne rentrent pas en contradiction avec une loi ou une mesure légale. Une contravention au code de la sécurité routière ou bien au Code criminel peut faire basculer rapidement une pratique militante dans l'illégalité, ou encore une manifestation peut devenir illégale par le saccage de biens publics ou privés. Plusieurs pratiques d'actions militantes peuvent recevoir rapidement un avis d'illégalité en fonction des actions posées par les militants. Plusieurs militants interviewés ont mentionné que leurs actions se situaient souvent dans la légalité et l'illégalité, ou qu'elles pouvaient parfois être tout simplement illégales. En effet, la participante 9 indique que l'action directe peut se trouver dans les deux camps : « Euh les actions directes [...] ça peut être euh légales comme ça peut ne pas l'être », tout comme le participant 7, lorsqu'il dit que « (l') on peut parler parfois de protestations qui vont au-delà du caractère légal ».

5.1.2 Désobéissance civile et action directe

La désobéissance civile est décrite par P9 comme étant de l'action directe utilisée pour enfreindre une loi qui est jugée injuste par les militants. Ceux qui la pratiquent ont conscience des conséquences (les sanctions) que peuvent apporter leurs implications. Les raisons pour adopter cette pratique sont aussi diversifiées que les formes qu'elle prend dans la société (foule éclair, actions artistiques, occupations, etc.). L'action directe quant à elle, est définie selon les participants comme ceci : « [...] ça peut être des militants qui vont faire entendre leurs voix soit à la population générale, soit à des personnes de pouvoir » comme l'exprime P4. Cela « peut être de l'affichage euh [...] ce n'est pas nécessairement légale de faire de l'affichage et de mettre des stickers [sur des murs] »

selon P6. Pour P5, il peut aussi s'agir « [...] de faire des blocages, [de] faire des manifestations, [de] mettre des pancartes sur les murs [...] c'est de faire des actions ou des choses qui ne sont pas en lien avec des structures qui existent ». Quant à P1, il définit les pratiques d'action directe comme allant à l'encontre des règles fixées normalement par un établissement. Pour illustrer ses propos, P1 raconte un moment passé où il avait bloqué les portes de son école à la suite de mandats démocratiques de grèves étudiantes obtenus dans les assemblées générales ; il allait donc à l'encontre des règles fixées par son établissement, qui est justement de ne pas bloquer les portes d'entrée. Nous pouvons dire que l'action directe et la désobéissance civile semblent être des moyens qui sont accessibles à tous pour contester une situation ou dénoncer les abus.

5.1.3 Blocages et occupations

Les blocages des routes et de la circulation font partie des pratiques régulières d'action directe, de même que les occupations (Ancelovici, 2016; Feinberg, Willer et Kovacheff, 2020; Lam-Knott, 2018; Savard et Cyr, 2014). Ces méthodes ont des impacts directs sur la population et les médias y sont rapidement convoqués. Ces méthodes, les militants mettent leurs corps en action en faisant notamment des *sit-in*. Ils occupent un espace de la ville qui normalement sert à autre chose, dans un dessein de revendication. Les occupations font partie des pratiques régulières des organismes de défense des personnes locataires et différentes raisons motivent les militants. Par exemple, il y a l'importance que les gouvernements investissent dans les logements sociaux, comme le

mentionne P3, ou simplement que les propriétaires et la population soient sensibilisés aux réalités que vivent les locataires comme indiqué par P4:

[...] on avait occupé les bureaux d'un propriétaire qui n'était vraiment pas correct [...] un genre qui mettait des déchets dans les appartements à côté, pour que ça pue, pis que euh les faire chasser.

[...] c'était les occupations de terrain vacant dans le fond, on avait ciblé les endroits de building vacants pis on était entre autres allé occuper, pis on avait été occuper un hôpital abandonné [...] pis le lendemain, on était allé occuper un autre building euh au coin Saint-Laurent et Sherbrooke, juste comme une rue à côté [...] il y avait comme des occupations de building là abandonner, pour revendiquer du logement social.

Ceux qui pratiquent les actions directes pour cette cause vont également occuper les bureaux du tribunal administratif du logement pour revendiquer l'accès aux logements pour tous. Les militants pour la cause environnementale utilisent eux aussi le blocage de lieux précis pour exprimer leurs revendications. P2 se rappelle « la manif de Wetsuweten [...] on avait bloqué un chemin de fer », précise-t-il. Parallèlement, les militants pour la cause animale ont occupé quant à eux des endroits où ils ont pu prendre en photo des animaux. P9 indique : « [...] on va bloquer une rue pour aller filmer les conditions [de vie des animaux] ou [...] rentrer dans les fermes [d'élevage], mettons pour aller filmer les conditions [de traitements des animaux] ».

5.1.4 Manifestations

Selon Fillieule et Tartakowsky (2013), la manifestation est une forme d'expression collective. Elle renvoie à quatre éléments, soit la dimension politique, la diversité des participants, l'expressivité ainsi que l'occupation d'un lieu physique. La manifestation se traduit par l'expression de revendications sociales et politiques. Selon Baribeau (2012), le rassemblement, qui s'apparente au concept de manifestation, est aussi un moyen utilisé lorsqu'il y a une absence d'autres moyens de s'exprimer. C'est pour cela qu'une des pratiques d'action directe la plus répandue chez les militants est la manifestation. Bien souvent, la manifestation prend la forme de rassemblements et de défilés avec les aspects perturbateurs (ex. marches dans la rue, cris sonores et bruits des manifestants, etc.). Il peut s'agir de marches du point A au point B. Il peut aussi s'agir de manifestation de défiance envers une décision des autorités, ou bien pour influencer ces derniers, tels que les manifestations annuelles pour le climat, qui vise à encourager les politiciens à accentuer la lutte aux changements climatiques et à réduire la dépendance des États aux énergies fossiles.

Tous les participants interviewés ont déjà participé à des manifestations pour plusieurs causes sociales, comme le montre P7 dans ces propos : « Le plus courant [dans nos pratiques militantes], ce sont des manifestations, que ce soit organisé à l'échelle de la province par le RCLALQ ou euh, à Parc-Extension par le Cap [Comité d'action de Parc-Extension] ». La même chose se présente également chez ceux qui se mobilisent au sein de la cause de l'environnement, comme le nomme P5 :

[...] ça fait longtemps je veux dire que je participe à des manifestations euh, au cégep j'étais un peu dans le mouvement étudiant là, euh pour organiser certains trucs, mais c'était rien d'énorme là, mais tsé, pousser pour les grèves climatiques, puis euh, puis quitter, puis faire des manifs.

D'autres militants ont dit avoir participé à une panoplie de manifestations, pas nécessairement en lien avec les causes de l'environnement et du logement. En effet, P2 a participé à des rassemblements liés au *Black Lives Matter et aux conditions de travail* :

[...] j'ai été aux manifs du Black Live Matter. L'été 2020. La manif du premier mai. Euh j'essaie de penser. La manif de Wetsuweten. On avait bloqué un chemin de fer (...) on avait été piqueté devant un resto-bar dans Côte-des-Neiges qui avait pris pleins de dénonciations d'employés qui disaient qui se faisait pas payé, pis qui n'avait pas d'air climatisé, qui travaillaient à 40 degrés.

5.1.5 Action symbolique

Plusieurs militants parlent également d'actions symboliques pour décrire l'action directe. Ces actions sont d'ailleurs souvent festives. Pensons par exemple à l'action symbolique qui a eu lieu pendant le sommet du climat en 2022 à Montréal, où quelques députés du gouvernement libéral de Justin Trudeau ont participé. Tous les militants étaient déguisés en clowns et ils dansaient tout en s'amusant. Le participant 1 donne une définition de ce genre d'action symbolique, qu'il a notamment pratiquée au sein d'autres luttes militantes, notamment celles liées au féminisme :

« Une autre catégorie qui est plus l'action coup de poing, c'est peut-être un peu plus performatif, mais euh, dans le sens que ce sont des actions qui peuvent peut-être frapper l'imaginaire, ou en tout cas, des actions symboliques, je pense, à toutes les actions des collages féministes par exemple à Montréal ».

Ce type d'action est aussi utilisé au sein des luttes environnementales, tel que le mentionne P5 : « [...] on avait fait une première action euh devant l'emblématique pavillon Roger Gaudry de l'UdeM. On avait versé du faux pétrole dans les marches ». D'autres actions touchent plutôt la lutte aux logements, démontrant les différentes formes que l'action symbolique peut prendre. Comme dit P3, l'idée ici est de « prétendre » un déménagement en pleine rue de Montréal, où le mobilier et les boîtes sont déposés à même le sol :

[...] on va domper [les meubles] comme si on va faire un déménagement, mais on va domper le déménagement dans la rue, bloquer la rue comme, on va comme mettre des affiches avec la colle partout sur la tour de la bourse, pis on s'en va après [...], pis on bloque la rue au complet euh, tsé y'a pas question de parler à la police. Tsé c'est action directe.

Plusieurs décrivent sensiblement la même chose lorsqu'ils parlent de leurs pratiques militantes à caractère artistique. Les militants vont avoir recours à un répertoire d'actions différent qui va se démarquer par son contenu. Par des mises en scène orchestrées, ils se font remarquer par leurs actions originales et peuvent, du même coup, attirer les médias, lesquels permettent d'offrir de la visibilité à la cause défendue.

5.1.6 Autres pratiques militantes

Trois participants ont mentionné pratiquer l’affichage⁹ comme technique d’action directe. Bien que le geste pourrait paraître anodin, un des participants (P6) rappelle l’illégalité du geste s’il est fait en dehors du cadre permis pour le faire. De plus, la projection de vidéo ou d’image sur des murs fait également partie des pratiques nommées par les militants. Comme le décrit cette militante (P5), l’affichage peut aussi être défini comme « sauvage » lorsqu’elle contrevient à certains règlements :

[...] tsé en gros, on a fait beaucoup d'affichage, aussi d'ailleurs l'affichage sauvage là, le soir-là, que tu vas coller partout. On a commencé par ça. Dans l'université, on se faisait censurer, euh toutes nos affiches, ça été vraiment un gros problème là, la sécurité qui est même rentrée dans les bureaux de profs, pour retirer les affiches, en tout cas, fait qu'on a fait ça.

L’affichage politique se présente souvent comme un contre-discours. Elle permet la prise de conscience en amenant une certaine réflexion chez ceux qui en sont témoins. Elle permet aussi la responsabilité citoyenne, la mobilisation collective et l’action concrète (Dufort-Cuccioletta, 2016).

⁹ L’affichage est une technique artistique utilisée comme un moyen d’action parmi les militants pour démontrer leur position. L’affichage peut se faire sur un immeuble à caractère historique, sur du mobilier urbain (panneaux, cage d’escalier, vitrines) ou encore sur une installation qui a une portée symbolique. Elle regroupe les pratiques comme celles des collages ou des graffitis

Dans un autre ordre d'idée, deux autres militantes pour les droits fondamentaux des animaux ont parlé d'une pratique qu'ils appellent *Disrupts*, ce qui réfère à des actions de perturbations. Ce type de pratiques fait partie des actions d'occupation. Il peut s'agir de s'introduire dans des fermes d'élevage à l'insu du propriétaire ou encore d'investir un restaurant pour y scander des slogans, comme le mentionne P9 : « On a faite des disrupts [...] avec Dxe [Direct Action Everywhere] Montréal [...] on rentre dans les restaurants [...]. J'ai déjà rentré euh dans les fermes, mettons pour aller filmer les conditions. ».

Finalement, une dernière pratique militante a été mentionnée par un des militants. Il s'agit de la pratique du *drop de bannière*. Il s'agit ici de déployer une bannière sur un édifice, en accédant au toit. Ces actions pratiquées autant par ceux qui luttent pour la cause des locataires que ceux qui luttent pour la cause de l'environnement sont définies comme étant illégales par les militants, amenant possiblement des sanctions. Certains militants utilisent ce genre de pratique « pour faire passer un message ». Dans certains cas, par peur de représailles, ils peuvent aussi demander à quelqu'un en dehors de leur organisation de projeter ladite bannière pour eux.

5.2 Expériences ayant mené aux pratiques de l'action directe

5.2.1 Implication à l'école

L'ensemble des individus ont partagé des expériences significatives qui ont influencé leur militantisme, principalement quant aux actions directes. Plusieurs éléments

ont contribué à ces pratiques militantes, notamment les parcours académiques. Les neuf participants interviewés dans le cadre de notre mémoire ont eu une expérience significative en ce qui a trait au militantisme dans le passé, que ce soit durant leurs études à l'université ou bien au Cégep. Par exemple, P2 a été élue comme représentante de son association étudiante. P7 a découvert à travers la recherche pour son mémoire que le développement immobilier de sa propre université avait des impacts sur la population du quartier visé par le projet. Effectivement, le voisinage s'est gentrifié, et les locataires qui y résidaient ont reçu un nombre accru d'avis d'expulsion. Ceci l'a conduit à pratiquer un militantisme plus engagé. Quant à lui, P3 a discuté de l'importance qu'a eue sa vie militante durant et à la suite de la grève étudiante de 2012. Finalement, la personne participante 4 a pu faire un stage scolaire dans une association de locataires, ce qui lui a permis d'être sensibilisée aux enjeux vécus par les locataires ainsi que faire des actions directes.

Quelques militants ont commencé à s'impliquer pour une cause politique à un plus jeune âge. Pour certains, cette implication a commencé à l'école primaire, comme indiqué par le participant 1 :

Dès le primaire je faisais plein de comités. J'étais dans une école alternative fait que j'avais vraiment ces possibilités aussi et c'était quelque chose qui était valorisé et ça, beaucoup fait la différence dans la manière que mon engagement s'est développé par la suite.

Pour une des militantes, le début de son implication a commencé à l'école secondaire. C'est le cas de P6, qui a débuté son militantisme pour la cause environnementale dans les comités verts de l'école :

[...] j'ai commencé à l'école avec des gens de l'école [...] on a fait une manif, ma première manif, on a fait comme des choses pour Noël, genre des choses environnementales [...] des choses plus vertes [compostage, recyclage, plantation, emballage zéro déchet] pour Noël.

Parallèlement, la participante 5 fréquentait même un établissement vert où il y avait du « [...] développement durable au secondaire. On distribuait des arbres, on faisait de la collecte de déchets ». Bien que P5 reconnaît que son militantisme a débuté à l'école secondaire, la militante reconnaît aujourd'hui qu'il y aurait eu plus à faire pour l'environnement, mais qu'à l'époque l'urgence climatique était moins présente dans les discours à l'école.

Les différentes plates-formes d'apprentissage qu'offre l'école, que ce soient avec les cours, les comités étudiants ou les stages, ont permis à tous les participants de développer leur esprit critique et à éventuellement pratiquer des actions directes. Le participant 7 se remémore une recherche sur la question du logement qu'il avait faite à l'université et l'impact que celle-ci avait eu sur ces pratiques d'AD :

Par la recherche euh [...] ça m'a amené à un peu [...] à découvrir ces gens-là [les militants] , pis un peu découvrir le militantisme dans le monde du

logement. Pis après ça je me suis comme engagé davantage dans plus ce qui était comme manifs / occupations.

5.2.2 Sources d'inspiration et de motivations à pratiquer l'AD

Il n'y a pas seulement le parcours académique qui a conduit les jeunes militants à pratiquer des actions directes. Il y a aussi l'influence des autres luttes sociales, telles que la lutte contre le racisme et le mouvement féministe, qui peuvent avoir servi de modèle au militantisme, comme indiqué par la participante 9 :

[...] ce qui m'a beaucoup inspiré c'est l'histoire des suffragettes [...] qu'on pense à n'importe quelles autres luttes de justice sociale dans le passé. Si on passe à la fin de l'esclavagisme, si on pense tsé au racisme, au sexisme, l'homophobie, la transphobie, etc.

En effet, les militants ont été influencés par les luttes historiques pour la promotion des droits sociaux, politiques et juridiques. Ces luttes agissent comme des sources d'inspiration pour faire de l'AD. Pour la participante 5 impliquée dans un groupe écologique qu'elle a implanté dans son université, c'est le groupe militant de l'université McGill, qui luttait pour le désinvestissement de l'Université dans les énergies fossiles, qui a influencé son action directe : « Euh, pis là y a eu McGill qui a fait l'occupation, pis on a fait comme, bin oui, c'est exactement ce qui faut qu'on fasse ». Non seulement les groupes militants influencent d'autres groupes militants, mais les participants peuvent être influencés par des individus significatifs ainsi que leurs actions militantes. Cette influence les a conduits à un plus grand militantisme. Ces rencontres ont également favorisé la découverte de l'action directe, comme l'explique P6: « [...] ma cousine est une [...]

grande inspiration pour moi. Elle est une activiste et organisatrice aux États-Unis [...] au Connecticut. ».

D'autres ont décidé de s'impliquer davantage puisque la cause défendue les touche personnellement. C'est le cas de P4 : « C'est une cause qui me touche personnellement aussi parce que je suis locataire ». Au moins deux autres militants interviewés ont discuté durant l'entrevue de leur situation de locataire et des difficultés qu'ils ont vécues, par exemple, les relations tendues avec leur propriétaire. Pour certains, ce sont les événements personnels qui touchent à l'environnement et qui ont été vécus dans un âge antérieur qui ont marqué leur parcours militant en plus d'influencer la mise en pratique de l'action directe. C'est le cas du participant 4, qui se rappelle la première fois qu'il a réalisé en quoi consistait l'étalement urbain :

Je me souviens d'un boisé qui a été coupé à côté de chez nous. Ça m'avait fâché là, parce que c'était un boisé qui a été rasé dans une banlieue là fait que c'était de l'étalement urbain. Je ne savais pas ces termes-là dans ce temps-là, mais tsé c'était de l'étalement urbain pur et simple. Euh, fait tsé, je me souviens ça avait été un gros événement qui m'avait un peu choqué pis révolter.

Au plan personnel, il y a aussi les événements significatifs qui se sont produits dans un contexte de travail. Nous entendons par événement significatif les situations qui laissent une trace ou un souvenir dans la vie d'un individu. En effet, trois des personnes militantes interviewées ont raconté avoir vécu ce genre d'événement alors qu'ils étaient rémunérés. Durant cette période, le travail leur a fourni des ressources pour participer à

des actions militantes. C'est le cas pour P3, impliqué et employé dans un groupe de défense des droits des personnes locataires, qui mentionne que «le logement c'était comme, tsé c'est beaucoup lié à mon emploi [...] on suivait le plan d'action du RCLALQ et du FRAPRU ». Le travail rémunéré, intriqué avec le militantisme, donne les ressources matérielles pour concrétiser l'action dans le réel : « Parfois, j'ai aidé via mon réseau [professionnel], là, quand même, vu que je travaille pour une organisation qui s'occupe des animaux », indique la participante 8. L'organisation pour la défense des droits des animaux pour laquelle travaille cette militante lui a permis d'avoir des contacts et des connaissances pour réaliser un sauvetage animal.

Comme autre source d'inspiration, il y a aussi le sens du devoir envers les actions militantes et qui amènent les jeunes militants à redoubler d'engagement. Comme décrit par P6, ceci peut se manifester par une présence constante aux événements organisés : « comme tu as fait un *commitment* [engagement] et c'est sérieux et tu es vraiment sérieux pour cette cause, alors ça te donne une raison pour venir chaque semaine et vraiment être motivé. ».

D'autres participants sont animés par leurs valeurs axées sur la justice sociale, comme c'est le cas de la participante 4, qui lutte pour les droits des personnes locataires. Cette dernière citation révèle toute l'importance qu'elle attribue à l'engagement :

[...] fait que je milite un peu, notamment pour être capable de porter ma vision de l'équité pis de l'égalité pis de la justice [...] les problèmes de logement attaquent vraiment les personnes qui sont dans des situations socio-économiques vraiment plus précaires.

Certains militants expliquent que leurs comportements et leurs motivations à l'action directe viennent de la radicalisation de leur pensée, processus ayant eu lieu au fil des années et à travers les évènements vécus. Quatre militants sur neuf ont vu leur pensée se radicaliser vis-à-vis des enjeux relatifs à l'environnement. Avec cette radicalisation, une colère s'est développée chez certains, et l'action directe permet de l'exprimer : « Tsé pour moi c'est vraiment pas grave. Briser les vitrines de gens qui ont des assurances à je ne sais pas combien de millions pis qui peuvent la remplacer demain matin », affirme P2. Puisqu'il faut des changements majeurs, d'autres affirment que « que de tenir des pancartes dans le milieu de la rue, mettons, ou d'essayer de sensibiliser une personne à la fois, c'est pas assez vite », mentionne P9. En effet, il existe quelque chose de plus à faire afin d'accélérer la lutte sociale. P8 tient ce genre de propos lorsqu'elle explique en ces mots qu'elle souhaite augmenter l'intensité de son militantisme: « je pense qu'il y a une escalade parce qu'on dirait que je cherche plus aujourd'hui, qu'est-ce que je peux faire de plus ? », mentionne-t-elle. Ces différents éléments résument les sources d'inspiration et motivations qui proviennent d'une part de l'école, mais également auprès des autres (les luttes sociales passées et les pairs). Quant à elles, les raisons qui poussent les militants à pratiquer des actions directes sont liées à l'urgence d'agir et à leurs de leurs visions du monde.

5.3 Sens et significations de l'action directe

Les personnes militent de différentes façons pour se faire entendre et défendre une cause. Il peut s'agir de la volonté de transmettre un message, de contester l'ordre établi ou encore d'éduquer la population. Leur but est qu'il y ait des changements sociaux. Les jeunes militants mettent leur corps en action dans un engagement que l'on qualifie « d'essoufflant » pour vaincre leur sentiment d'impuissance et pour forcer le changement social. Ils agissent aussi pour se sentir mieux, afin d'être en cohérence avec leurs valeurs et pour forger des liens sociaux.

5.3.1 L'AD comme moyen de se faire entendre et défendre une cause

Plusieurs moyens sont expliqués par les militants pour définir les visées de l'action directe. Il peut s'agir soit de moyens de médiatisation (utiliser les médias pour visibiliser l'action directe) et de contestation de l'ordre établi (désobéir aux lois), soit de déranger les normes, de ce qui a été établi comme « normal ». Il peut aussi s'agir de faire de l'éducation populaire. D'abord, comme premier moyen, mentionnons que les militants disent que l'action directe vise à envoyer un message aux dirigeants et à la population pour la sensibiliser par rapport à une situation jugée injuste, ou pour faire circuler une idée : « [...] les actions directes, c'est pour faire parler de la cause, pour que ça l'aille plus loin finalement » explique P9. De plus, selon P6, la visibilité des actions permet d'avoir « l'attention des médias ou les politiciens de son côté ». P5 révèle que les médias sont un outil intéressant pour intensifier la lutte militante. Selon elle, le fait de passer par

les médias pour dénoncer une situation ajoute de la pression supplémentaire aux décideurs, ce qui va amener ces derniers à être plus collaborants pour les négociations:

[...] de s'attaquer à l'image de notre université parce que c'est le seul moyen qu'on a, pis on sait, nous, que l'université bin elle, elle n'a pas l'avantage à être salie dans les médias, donc elle va tout faire pour contrecarrer ça en fait.

L'action directe sert donc à médiatiser un enjeu, et ceci peut prendre différentes formes. L'objectif ici peut être de nuire à une institution ou bien pour revendiquer quelque chose comme un dû. L'AD sert à « faire passer un message »; elle reste un moyen important pour les militants qui pratiquent l'action directe. La personne participante 4 décrit même l'action directe en ces termes : « [...] c'est un mode d'expression qui, sans avoir d'impacts directs, peut avoir peut-être plus d'impact indirect, dont une certaine conscientisation [sensibilisation de la population sur un enjeu] ». Plus de la moitié des militants interrogés partagent ce point de vue, c'est-à-dire que l'AD sert à communiquer quelque chose. Il n'est pas simplement question de poser une action pour s'opposer à une situation problématique, il faut aussi s'assurer que le message soit entendu, comme l'indique P7 :

De juste occuper les lieux, de se faire voir ou de juste faire entendre ces préoccupations en occupant l'espace public. Que ce soit dans une manif qui circule dans les rues, ou mêmes choses, dans des projections qu'on a faites sur des édifices pour demander du logement social. Euh je pense qu'il y a juste une question de faire voir son message, de faire entendre son message.

Afin de faire entendre un message, certains leaders charismatiques arrivent à attirer l'attention des médias. Ces militants charismatiques n'hésitent pas à prendre la parole en public, ou bien à contacter les journalistes avant d'entreprendre leurs actions politiques, afin de faire passer un message. D'autres fois, les militants visent aussi à faire passer un message d'une autre manière, soit de manière plus simple via un contact direct avec d'autres personnes, sans passer nécessairement par la sphère médiatique. C'est le cas des pratiques militantes que l'on appelle « cubes de vérité », où les militants projettent des images d'animaux dans des états lamentables dans les stations de métro de Montréal. Cette pratique militante vise à susciter la discussion avec le public, comme l'explique P8:

[...] j'ai parlé à comme une trentaine de personnes, pis on était 10 ou 11 activistes [...] on a rejoint une centaine de personnes hier. Ça, c'est ceux qu'on a arrêtés. Pis tsé si tu parles juste ceux qui ont regardé les images, bin t'a peut-être semé une graine.

Par leurs pratiques militantes, les participants espèrent que « ça réveille des gens, qui vont prendre conscience de (inaudible) et potentiellement modifier leur système de valeurs », note P5. Concernant le deuxième moyen, soit celui de contestation de l'ordre établi, P5 réfère aux idées de protestation et de luttes aux systèmes en place (ex. capitalisme) pour définir l'action directe. En effet, les militants décrivent les actions directes comme faisant partie des luttes contre le système capitaliste ou encore contre les systèmes d'oppression au pluriel, que ce soit le patriarcat, le racisme, ou le colonialisme. Cet objectif de contestation demeure lié à celui de « déranger », aussi nommé par le

participant 4. En effet, les contestations sociales auxquelles participent les militants ont parfois comme objectif de déranger selon ces derniers. Par exemple, les propos suivants du militant P3 démontrent bien cette idée de vouloir déranger l'ordre établi, espérant obtenir un changement social :

Le but d'une occupation, de ce que je comprends, de ce que j'ai vécu et suivi comme formation, c'est tsé c'est de déranger pis à moment donné de déranger assez pour que ça force des changements là.

Le troisième moyen fixé par les participants dans leurs pratiques d'action militante est celui de l'éducation populaire. Les militants cherchent à éduquer et à faire évoluer la population en dehors des cadres conventionnels, et ce, dans une perspective de solidarité : « Bien c'est la solidarité, mais c'est aussi s'éduquer sur les enjeux, puis le fait de se rassembler, puis de faire des actions comme ça » nomme P5, parlant des rassemblements qui éduquent les citoyens. En effet, l'objectif de l'AD est de convaincre les gens de l'importance de la cause sociale qu'ils défendent. P8, qui prend part régulièrement à des manifestations dans les métros de Montréal pour projeter des vidéos montrant les conditions de vie des animaux d'élevage au Québec, le confirme :

[...] on arrive quand même à convaincre les gens, ce qui est fou là parce que les gens, je pense que s'ils n'ont pas participé à des cubes, sont comme, vous perdez votre temps. C'est des discussions raisonnées avec un être humain devant toi.

Durant l'expérience de l'action militante, que ce soit une occupation ou une manifestation, les participants apprennent certaines choses qu'ils n'apprennent pas nécessairement sur les bancs d'école, telle que « l'atrocité que vivent les animaux », rappellent P8 et P9.

5.3.2 Les principes anarchistes qui sous-tendent les actions

En plus des différents moyens de l'action directe expliqués par les militants, l'action directe se distingue également des autres actions militantes par les principes anarchistes d'où elle tient de son origine. Effectivement, au moins 2 militants ont mentionné le principe du *Do It Yourself* (fais-le toi-même) lorsqu'ils tentent d'expliquer leur compréhension de l'action directe. Ce principe rejette l'intervention du politique et priorise l'autonomie des citoyens, comme l'ont démontré l'ensemble des personnes interviewées à travers leurs initiatives et leurs implications dans les AD. Que ce soient les communautés ou les individus eux-mêmes qui prennent en main leur destinée, le but est d'éviter de demander une implication de la part des élus ou d'avoir des intermédiaires pour pratiquer les actions militantes en vue de garder le pouvoir sur les événements, comme exprimés par P5 : « On peut le faire nous-mêmes [les actions militantes], et les gens peuvent le voir et on peut être ensemble dans la rue et sentir qu'on a le pouvoir comme ensemble ». P6 mentionne aussi ces propos, relatifs à l'autonomisation des individus : « C'est pas comme demandé des choses [au gouvernement], c'est le faire toi-même. Euh, et c'est d'être comme vraiment dans la rue ou dans la communauté faisant des choses ». Un autre principe anarchiste mentionné par au moins deux militants est celui de

la « diversité des tactiques » pour expliquer leur activisme. Les militants vont respecter les formes d'activisme des autres personnes, même si ces formes ne font pas partie de leurs propres pratiques d'action directe. Le participant 3 explique qu'il faut un « équilibre » dans les différentes formes d'intervention, où chacun pratique le militantisme à sa façon. Les pratiques militantes sont nombreuses chacune à son importance, telle qu'exprimée par P8 :

Je pense qu'il y a une chose qui est importante pour moi, que toutes les formes d'activisme ont leur place. Euh, je pense que chacun on est rejoint de manière différente par les choses.

Bref, les militants comprennent l'action directe selon trois objectifs généraux (médiatisation, contestation et éducation populaire) et que l'AD semble inspirer de certains principes issus de la tradition anarchique.

5.3.3 Agir pour contrer l'impuissance

Il y a différentes façons de comprendre le sens que les militants donnent à l'AD. Certains n'hésitent pas à partager les émotions qu'ils vivent en tant que militants, tout en notant l'importance d'agir pour changer la situation. Dans l'ensemble, ils entretiennent un sentiment d'impuissance et de frustration vis-à-vis les politiciens. Les militants interviewés estiment que « l'état de monde [est] dérisoire », comme l'indique P1. Parfois, certaines actions n'en valent pas la peine, car « ç'a vraiment eu un feeling d'un coup d'épée dans l'eau », mentionne P1, en faisant référence à la manifestation pour le climat du 27 septembre 2019. Certains parlent même de leur dégoût pour le système

parlementaire, le qualifiant « d'aristocratie », ou bien encore de « non démocratique » tel que l'indiquent P3 et P5. Ils estiment aussi que la situation politique est aliénante et cynique, autant pour les questions environnementales que pour celles concernant l'accès au logement. Les sentiments de tristesse et d'anxiété sont présents chez plusieurs, comme l'illustre la participante 8 qui lutte pour les droits des animaux : « [...] j'étais pu capable j'ai vraiment, pleurer cette fois c'était vraiment un des pires Noël de ma vie. Je me sentais coupable, puis je me suis dit qu'est-ce que tu peux faire pour que pu jamais ça arrive. » La participante 9 exprime le même genre de sentiment qu'elle a vécu :

Euh c'est vraiment difficile de vivre avec ça, pis plus, tsé moi quand je suis devenu végane je me sentais vraiment toute seule [...] Pis écoute là, je viens de découvrir ça, faut tu catch là pis faut que t'arrête là.

Deux militants ont mentionné à différents stades de l'entrevue vivre de l'anxiété par rapport à l'état du monde: « c'est vraiment un peu le sentiment d'urgence pis l'écoanxiété qui fait que, euh je m'implique », confie P5. P1 évoque quant à lui que le militantisme l'aide à se sentir mieux : « je pense que ça vraiment permis d'être un remède, par exemple, je faisais vraiment beaucoup d'écoanxiété ». Les sentiments éprouvés conduisent certains à prendre des risques et mettre en pratique des actions directes pour redonner un sens et contrer le sentiment d'impuissance vécu : « de m'engager en tout cas, ça permet de moins y penser, de me dire, si genre euh, si on meurt tout au moins, j'aurai comme essayé de faire de quoi », relate P7.

Le sens chez les militants interviewés, c'est aussi la reprise de pouvoir. Une forme de remède à l'impuissance ; l'AD permet d'acquérir une certaine mainmise sur les choses, comme le disent les participants 1 et 3 :

[...] je pense qu'il y a le pouvoir, c'est exactement, je pense que ça permet pendant de courts instants, en tout cas, je pense que le mot pouvoir désigne mal ce sentiment-là, parce que je veux ce n'est pas autant du pouvoir, c'est quelque chose d'un peu plus subtil dans le sens ou c'est des moments où on se sent moins impuissant.

[...] aller comme dropper des trucs dans la rue, bloquer la rue genre, faire comme euh, des occupations, des trucs de même, c'est plus dans, le côté genre, c'est nous qui reprend tsé, le pouvoir.

La participante 5, quant à elle, mentionne l'idée de se faire voir par les autres, d'être vu et que le message soit entendu en quelque sorte. Selon les participants P4 et P5, le fait de « sortir de l'invisibilité » permet de redonner du pouvoir. Ce retour dans la « visibilité » va de pair avec le regard que portent les autres sur leurs actions, selon P5. La militante explique que les autres étudiants de l'université qui ne militaient pas pour la cause sociale n'étaient pas conscients au départ de ce qui se passait dans leur université, dont le fait qu'il y avait une occupation dans un des pavillons. C'est donc en pratiquant pendant plusieurs jours une action directe pour le désinvestissement de leur université dans les énergies fossiles qu'ils ont pu être vus des autres étudiants. Le fait de sortir l'invisibilité permet ainsi d'acquérir du pouvoir:

Je pense que c'est le principal, sortir de l'invisibilité parce que [...] on a l'impression un peu de vivre dans un monde parallèle, ou euh, pour nous, tsé c'est comme le centre de notre vie [le militantisme] fait que c'est ça, c'est super intense, mais en même temps, on dirait qu'il y a tout un monde extérieur qui est comme pas, au courant et conscient de tout ce que tu fais pis des enjeux aussi [...] pis ça été médiatiser [...] y'avait une centaine de personnes, des profs, des étudiants

Notons que la visibilité des actions militantes est possible grâce à l'attention que les médias leur apportent. En effet, le pouvoir des médias n'est pas nouveau en ce qui concerne la réussite de contestations politiques, puisqu'ils permettent aux messages et aux images de se diffuser rapidement. Prenons l'exemple de l'histoire de désobéissance civile, qui s'avère indissociable de l'histoire des médias de masse. Pensons à Gandhi et à Martin Luther King qui ont pu utiliser leurs talents de communication pour partager leurs images au monde entier (Cervera-Marzal, 2016). Ainsi, la visibilité des actions militantes s'avère indissociable de leur réussite à amener un changement politique.

5.3.4 L'AD vue comme engagement qui peut être « essoufflant »

Quelques militants disent éprouver de la fatigue en raison de leur engagement. En effet, P1 a nommé être dans « un état complètement léthargique » et avoir ressenti un « effet de succion complet » dû aux nombreuses tâches qu'il a faites pour l'organisation des vendredis pour le futur. Il avoue également que l'implication pour lui, c'est « un peu comme corps et âme » en expliquant toute l'énergie qu'il y met pour organiser les AD. D'un autre côté, P7 nomme qu'il est « fatiguant de juste faire des actions directes ». Il aime aussi développer des projets sur le long terme plutôt que seulement se concentrer sur

des actions directes qui ont peut-être moins d'impacts. P5 explique aussi la fatigue liée à ces occupations, tout en expliquant son anxiété vécue face à la crise climatique :

[...] c'est super drainant aussi militer parce que bin en même temps je fais 5 cours à l'université, j'ai une job, fait que tu t'épuises, tsé l'épuisement militant c'est tellement connu là, mais euh, ouais je pense que, c'est vraiment un peu le sentiment d'urgence pis l'écoanxiété qui fait que, euh je m'implique pis je sais que c'est la même chose pour beaucoup de mes camarades militants [...] tsé je sais que je m'épuise, mais en même temps je pourrais pas ne pas le faire.

5.3.5 Forcer le changement

En plus de prendre position sur les enjeux qui les touchent, les militants disent clairement qu'ils désirent forcer le changement dans la société, afin que les individus adoptent de nouvelles habitudes. L'action directe sert ainsi à « s'imposer et à forcer les sphères dirigeantes et les administrateurs qu'on vise à nous voir », à se « désinvisibiliser », comme l'indique la participante 5. Cette même participante illustre l'utilité qu'a eue l'AD dans la lutte pour que son université arrête de financer l'industrie pétrolière. Citant la grève de la faim qu'un ami militant a faite, elle affirme que l'AD met de la « pression [sur les dirigeants] [et que] ça crée une espèce de course contre la montre ». Les responsables sont alors plus susceptibles de répondre face à la pression exercée par l'AD. Dans cette logique, P1 ajoute que l'AD est « la seule issue, dans la mesure où il faut construire un rapport de force [avec les autorités], s'il y a un refus proactif, faut forcer au changement ». P4 croit aussi que l'action directe est une pratique qui permet de forcer les changements :

[...] Je voulais m'impliquer dans quelque chose qui faisait du sens, pis quelque chose qui pouvait avoir des effets concrets là, je voulais vraiment m'impliquer à quelque part que ça pourrait influencer les choses, bouger les choses.

Il s'avère important pour les militants de passer à l'action, et non seulement parler de la cause. Il faut « mettre la théorie en pratique [...], tu te bats toujours contre quelque chose qui est imposé d'une certaine manière dans le fond », mentionne P3. Il est important également de « prendre position de manière publique » dans le but de créer un changement, même si cela peut créer des conflits et de l'incompréhension chez les autres, évoque P9.

5.3.6 Sentiment de satisfaction

L'ensemble des militants ressentent également de la satisfaction face à leurs actions militantes. P1 note que la satisfaction vient « [...] combler une espèce de frustration accumulée de perdre le contrôle sur tout le monde entier ». Pour P6, l'action directe permet de « crier et se fâcher ». L'AD vient donc libérer la « frustration accumulée ». Certains militants mentionnent que l'action directe permet aussi de changer les occupations de la vie quotidienne: « [...] ça me fait sortir de chez nous [...] ça change du quotidien d'aller travailler au bureau », confie P3. P5 parle quant à elle de « défoulement » et de sentiments de festivité qu'accompagne l'accomplissement des actions directes, alors que P2 mentionne que cela « encourage » à poursuivre la lutte pour la cause du logement. Elle mentionne aussi le sentiment de plaisir à aller « défoncer la vitrine de [x boutique], dans

[le quartier y] ». Dans la même perspective, P7 explique : « [...] c'est le fun casser des trucs là [...] y'a quand même quelque chose de cathartique dans le fait de lancer une roche dans une vitre de google, de la violence qu'on subit, des algorithmes ». La satisfaction quant à P4 relève plutôt du « sens du devoir accompli », à la suite de ces participations aux actions directes, en l'occurrence, pour le droit des personnes locataires. Finalement, pour P8, la satisfaction relève plutôt d'avoir changé la vie d'un animal en le retirant d'un milieu jugé inadéquat :

Je vais visiter des sanctuaires après pis le bien que ça te fait de voir un animal que t'a sauvé pis voir la vie qu'il vit, crime c'est pour ça que je fais ça [...] pour vrai, quand t'arrive sur un sauvetage pis que tu relâches l'animal ça c'est la plus belle chose au monde.

5.4 Les relations dans les mouvements d'AD

5.4.1 L'importance des liens sociaux

L'entièreté des militants interviewés nomme l'importance des liens sociaux dans les AD. En effet, P1 évoque le fait que le sentiment de communauté l'encourage à poursuivre sa militance et à s'impliquer dans les actions directes: « c'est ce qui me maintient dans le combat, c'est toutes les amitiés super profondes qui se développent au fil de ça, mais c'est ça, des fois c'est d'aller à des réunions, surtout pour pouvoir voir des gens ». P2 dit que l'importance c'est de « de tisser des liens de solidarité avec les gens [...] de rencontrer du monde et d'avoir des ressources sur lesquelles m'appuyer quand j'ai des difficultés ou quand des amis ont des difficultés ». Pour les participants, les AD sont des événements sociaux, où il est stimulant de « trouver des amis dans ces événements-là », indique P4.

P6 explique qu'elle se sent « en communauté » lors des actions militantes, car les gens partagent les mêmes valeurs, dont celles de la justice sociale, de la justice environnementale et de l'autonomie des individus. Il est rassurant pour les militants de se retrouver avec les personnes qui partagent les mêmes idéaux, comme nommés par P3 :

J'ai réalisé que c'est la communauté aussi. C'est les gens que j'ai [...] les amis que j'ai faits. L'essence de communauté que je sens quand je suis là. C'est une motivation positive, plus positive.

Ces réunions sont même qualifiées de « moment de communion [...] où on n'est pas seul à ressentir l'exaspération », comme l'indique P2. Ainsi comprises, les actions directes renforcent le sentiment de communauté. D'ailleurs, même si certains moments peuvent être décourageants, la communauté permet de se « soutenir », ajoute P9, ou encore « d'être un remède à l'écoanxiété » conclue P1. L'AD permet aussi de partager des moments importants avec d'autres militants, par exemple à la suite des actions militantes, le groupe se réunit pour aller « prendre une bière ». P7 qualifie ces moments de « bonheur et de joie », lesquels favorisent le maintien de la motivation :

Partager des liens aussi super forts d'amitié, c'est un truc qui reste après tsé [...] pis aussi, ça renforce les liens entre les gens. Pis après, tu t'en rappelles, tu peux en parler autour d'une bière pis raconter des histoires, je sais pas, y'a de quoi de frivole à vendre. Ça maintient un certain niveau de mobilisation interne.

5.4.2 L'inclusion dans les pratiques militantes

Plusieurs militants ont également expliqué l'importance qu'ils accordent au fait d'inclure les personnes concernées au sein de leurs pratiques militantes. Par exemple, pour P7, il est important d'inclure les locataires dans les actions directes :

[...] que les gens sentent qu'ils sont impliqués au-delà de juste y'a des gens qui nous représentent qui marchent dans les rues, je pense que d'essayer d'intégrer les gens vers les actions directes, ça permet de, ça permet de les politiser, pis de leur montrer que, tsé poser des actions ça peut mener aussi à des résultats positifs.

Le fait d'intégrer les gens concernés dans les actions militantes permet de les politiser selon P7, en plus, de montrer que les AD peuvent mener à des résultats positifs. Ce militant, par son travail, est en relation avec les personnes locataires, lesquelles ne sont pas des militants pour la cause du logement. Ce sont les locataires qui sont les premiers à ressentir les effets des augmentations de loyer ou des expulsions, selon P7. Il est donc important « d'aller essayer de chercher les gens qui n'ont pas nécessairement une culture de la militance, pis d'essayer de les intégrer [dans les luttes] ». Selon P3, il y a une proportion importante de personnes âgées et de personnes qui vivent des situations particulières, telles qu'un handicap. Il y a « désir vraiment fort d'inclure toutes ces personnes-là », exprime le participant. Pour P1, l'inclusion des autres militants se fait à même les réunions d'équipe ou dans les espaces de partage :

Être inclusif en réunion, euh, créer des espaces militants où même, s'il y a du stress, de l'anxiété, tout ça, pis des enjeux, que ce soit accueillant pis que ce

soit une communauté qui se construise sur pleins de belles choses. C'est beaucoup là-dedans que je mange, c'est beaucoup dans le relationnel, je pense que pour moi, une action réussie ou non, c'est beaucoup la collectivité que ça prend, ça se construit autant dans la foule qui vient, qui assiste pis qui participe.

Les liens sociaux qui se développent au sein des activités militantes ainsi que l'inclusivité des personnes directement concernées par les enjeux expliquent bien l'importance des relations humaines pour la continuité des actions directes, selon l'ensemble des personnes interviewées.

En somme, ce chapitre a permis de synthétiser les propos exprimés par les militants, soit par la compréhension du sens de leurs actions directes, alors qu'ils sont impliqués dans des groupes militants et à établir des liens entre ce sens et leurs valeurs. Les résultats se rapportent à l'expérience vécue des personnes militantes, tant en ce qui concerne leurs visions de l'AD, ce qui les anime et leur donne sens (valeurs et motivations), que les différents types de pratiques (formes de l'AD). Les résultats décrivent aussi l'expérience des militants dans les pratiques d'AD, comprises comme des luttes sociales pour différentes causes : l'accès au logement, l'environnement et la défense des droits des animaux. Dans le cadre de ces luttes, les militants tentent d'influencer la population et les gouvernements pour obtenir des transformations sociales, en vue de davantage de justice et d'équité. Les récits présentés montrent aussi que l'implication sociale durant l'école secondaire et les événements personnels influencent le fait de devenir militant et de faire de l'AD

6. DISCUSSION

Le dernier chapitre met en perspective les résultats obtenus en les analysant avec les concepts issus du cadre théorique et de la problématique. Rappelons que l'objectif de ce mémoire est de comprendre la signification des pratiques d'AD exprimés chez les jeunes militants, soit par la description de ce qui motive et incite les jeunes de 18-34 ans impliqués dans des groupes militants à pratiquer des actions directes ainsi que par l'appréciation du sens qu'ils donnent à cet engagement, notamment en s'intéressant aux valeurs qui les habitent. Ce chapitre est organisé en deux parties. D'abord, nous discuterons des pratiques militantes répertoriées chez les militants interviewés, qui s'inscrivent dans celles pratiquées dans les nouveaux mouvements sociaux. La deuxième partie concerne la notion d'engagement, la quête de sens et les valeurs qui animent l'action directe.

6.1 Pratiques militantes et nouveaux mouvements sociaux (NMS)

Rappelons d'abord que les pratiques d'action collective des jeunes militants rencontrés s'appréhendent comme une praxis qui découle des théories critiques, qui portent leur attention sur les rapports de domination et par les inégalités sociales (Denzin et Lincoln, 2018). Les NMS s'inscrivent dans cette mouvance critique où l'action directe est motivée en raison des inégalités sociales et économiques (Ancelovici, 2016; Lam-Knott, 2018).

Dans cette perspective, les objectifs poursuivis par les militants sont d'influencer les politiques et de favoriser des changements sociaux. Comme l'évoque Koschmieder et al. (2019), c'est la sensibilité des jeunes militants sur les questions environnementales qui les amène à s'engager et à participer à plus de manifestations. D'ailleurs, le rapport d'Oxfam (2021) indique que les jeunes militants veulent influencer les politiques publiques dans le but que les gouvernements luttent véritablement contre les changements climatiques. Parallèlement, les jeunes militants interviewés ont aussi expliqué qu'ils luttent en faveur de la transition écologique via leurs actions directes, en espérant sensibiliser et mobiliser la classe politique sur ces enjeux.

En ce qui concerne les participants qui militent dans les groupes de défense des droits des locataires, c'est la crise du logement, les coûts des loyers, les rénovictions¹⁰, le manque de logements sociaux et le déracinement de son lieu de vie (qui cause une perte de repères et sentiment d'appartenance au quartier) qui les amènent à s'engager dans cette lutte (Mercier, 2022). Ces derniers veulent davantage de justice sociale pour la population locataire. Pour les militants œuvrant pour la cause animale, c'est plutôt l'enjeu de la souffrance animale et l'empreinte écologique associée à la consommation de viande qui influence la portée du militantisme (Carrié, Doré et Michalon, 2023). C'est de fait ce qui anime les deux militants interrogés qui défendent les droits fondamentaux des animaux.

¹⁰ Éviction illégale d'un locataire dans un but de rénover un logement et de le relouer à fort prix.

6.1.1 Militance et discours politiques

À l’instar des militants des NMS décrits dans la littérature (Cathelineau, 2017 ; Ion, 2001; Neveu, 2019), les militants questionnés s’éloignent des discours politiques traditionnels; ils tentent eux-mêmes d’avoir un impact via leurs actions. Ils prennent ainsi en charge leur militantisme, faisant preuve d’une autonomie, tout en refusant les compromis avec les élus. Aussi, les militants interviewés s’impliquent plutôt au sein de regroupements locaux (ex. comité logement, associations scolaires), plutôt qu’au sein de grands regroupements nationaux (comme les centrales syndicales). La même chose est constatée au sujet des militants environnementaux et chez ceux qui s’inscrivent dans la lutte avec le mouvement de libération animale; leurs parcours de militantisme sont liés à des revendications de groupes locaux et scolaires. Notons que les militants environnementaux s’impliquent parfois avec les mouvements internationaux (*Anonymous for the Voiceless, Direct Action Enverrywhere*). D’un autre côté, l’ensemble des militants interrogé pratiquent l’activisme de rue, qui les met en action dans leurs propres milieux. Ces pratiques s’inscrivent ainsi dans celles des militants des NMS, qui privilégient l’action directe, au lieu de délibérations avec les élus (Dechezelles et Olive, 2017; Montoni, 2018; Neveu, 2019). En outre, les jeunes militants rencontrés se méfient du pouvoir et des politiciens ; ils sont cyniques envers la politique et ils ne font pas confiance au régime parlementaire, ce qui correspond aussi aux caractéristiques définies par Cathelineau (2017) concernant les NMS. Somme toute, avec les éléments mentionnés plus haut, nous

pouvons dire que les pratiques militantes des jeunes interviewés s'inscrivent en continuité avec les NMS.

6.2 Les valeurs comme moteur de l'engagement pour l'action directe

Au regard de la théorie sur les nouveaux mouvements sociaux discutés au chapitre deux, les résultats montrent bien que les pratiques militantes des jeunes participants à l'étude sont fondées sur des valeurs personnelles ainsi que sur des revendications non négociables, et non plus sur des traditions ayant trait seulement aux luttes ouvrières ou syndicales. Comme les militants des NMS décrits par Neveu (2019, p. 62), les personnes interviewées se regroupent avec d'autres militants qui partagent les mêmes valeurs et intérêts individuels, tels que la répartition des richesses et la résistance au contrôle social. Ce dernier élément se manifeste par le désir d'autonomie et par la reprise du pouvoir des militants. Que ce soient dans le cadre de manifestations ou d'occupations, les pratiques militantes d'action directe utilisées sont choisies en fonction de valeurs communes, comme l'indiquent d'ailleurs Quéniart et Jacques (2008) dans leurs études sur les formes de participation sociale des jeunes. Nous regroupons les valeurs évoquées par les personnes participantes autour de grands thèmes, qui sont la justice sociale, l'autonomie et la protection de l'environnement et de la biodiversité. Ces valeurs sont proches de celles endossées par les militants des NMS, telles que la justice sociale et la répartition des richesses (Neveu, 2019, p. 62).

Il est certain que l'engagement est l'élément commun à tous les militants que nous avons rencontrés. Ils mettent tous beaucoup d'efforts pour défendre une cause sociale qui correspond à leurs valeurs. Leur engagement a pour but d'influencer le politique (Memmi, 1985). Il s'agit d'un engagement qui reflète leurs valeurs, telles que la justice sociale, la protection de l'environnement et de la biodiversité. Celui-ci peut être défini comme durable et régulier dans le temps, à l'instar des propos de Gallet (1999) sur l'engagement des jeunes. C'est en écoutant les histoires des personnes interrogées que nous avons pu comprendre les valeurs ainsi que le sens qu'ils donnaient à leur militantisme. Mentionnons que le « sens » est ici compris selon les composantes expliquées par Soviet (2018), à savoir le but de l'action, sa cohérence et l'importance donnée par l'individu. Harmon-Jones et Mills (2019) rappellent que la cohérence se manifeste par un état psychologique qui concorde entre les valeurs et les actions (consonance cognitive). Ces valeurs, qui sont importantes chez l'individu, doivent être partagées par les membres du groupe, car ce sont elles qui animent la militance et l'action directe. En effet, les valeurs communes qui sont partagées (justice sociale et environnementale) donnent un sens aux pratiques militantes. Les valeurs communes permettent également la création d'un sentiment de communauté et de liens d'amitié, tels qu'exprimés par l'entièreté des personnes interviewées. Dès lors, la cohérence entre les valeurs et les pratiques, l'importance que les jeunes militants donnent à leurs actions et les buts qui sont recherchés aident à comprendre leur engagement et le sens qu'ils donnent à leurs actions directes.

Par leurs actions directes dans les causes sociales choisies par chacun, tous les militants décrivent l'engagement comme étant politique puisqu'ils tentent d'influencer les gouvernements en place, tout en se donnant « corps et âme » pour la cause qu'ils supportent. Les propos de Ladrière (1997) explicitent bien cet engagement qu'il définit comme un « dévouement inconditionnel »; l'implication et le temps consacré à organiser et à pratiquer des actions directes témoignent de ce dévouement. Pour plusieurs participants, les pratiques militantes sont un aspect important de leur vie, puisqu'elles permettent d'être dans l'action face à la colère vécue au regard des injustices sociales.

Également, les militants rencontrés peuvent s'engager dans différentes causes, s'impliquant à la fois pour la cause du logement et pour la cause de l'environnement. Nous pouvons mettre en perspective cette implication au sein de différentes causes avec les propos d'Ion et Ravon (1998) concernant les militants et leurs tendances à avoir plusieurs affiliations éphémères et multiples à des groupes. Plusieurs participants ont fait le lien entre la défense de l'environnement et la défense des locataires. Ils considèrent que cela fait partie de la lutte contre le capitalisme, qui est l'ultime système d'oppression, englobant tous les autres. En effet, il s'attaque aux inégalités économiques et sociales.

En somme, plusieurs éléments expliquent les raisons qui poussent les militants à s'engager : les injustices sociales et les injustices environnementales, incluant celles commises envers les animaux (les mauvais traitements). Ces valeurs animent leur motivation et sont étroitement liées au sens qu'ils retirent de leurs engagements politiques.

6.3 La théorie de la quête de sens transposé chez les militants

Bien que l'action directe procure un sens chez les militants impliqués (liens sociaux, satisfaction du devoir accompli, reprise de pouvoir), nous avons vu plus haut que ces derniers peuvent néanmoins être anxieux et cyniques face au monde qui les entoure. Ces réalités ont été montrées dans le cadre d'une recherche sur un groupe militant sri-lankais (Kruglanski et al., 2014). Les auteurs expliquent aussi que les militants arrivent à restaurer un sens perdu via l'adhésion à un collectif, où sont partagées les mêmes valeurs (l'importance de la communauté et la justice). Ils pratiquent un militantisme au sein d'un groupe pour faire face aux difficultés vécues, dont l'anxiété et la perte de repères qui les rend vulnérables individuellement :

« The individual feels weak, insignificant (...) This anxiety renders people vulnerable to an ideology that promises a restoration (...) In short, identification with a group and its ideology confers significance on the individual members; the ideology prescribes actions that lend one considerable importance in eyes of the community » (Kruglansky et al., 2014).

Rappelons-nous que l'activation de la quête de sens, expliquée dans la *Significance Quest Theory* (théorie de la quête de sens) et mobilisée dans le cadre théorique, se produit lorsqu'il y a des éléments déclencheurs négatifs, tels que les pertes personnelles ou les humiliations qui affectent un individu (Kruglanski et al, 2014). C'est bien ce qui s'est passé chez certains militants interrogés. Nous pouvons faire le parallèle entre les éléments

déclencheurs affectant le militantisme chez les jeunes interviewés et le concept de « choc moral », développé par Carrié et al. (2023), pour parler des récits d'expérience qui auront une influence sur les actions futures des personnes militantes. Nous faisons l'hypothèse que les éléments déclencheurs à l'action directe agissent comme chocs moraux favorisant le militantisme. Ces « chocs moraux » sont décrits aussi comme étant des facteurs qui rendent possible l'engagement. Ils sont inattendus et brusques ; ils apportent des réactions vives chez les individus et agissent comme chocs physiques (Traïni, 2023, p. 104). Les militants interrogés ont donné des exemples de « chocs » qui ont influencé leur parcours militant. Par exemple, P4 se rappelle de l'abatage d'arbres qui a eu lieu dans un boisé près de sa maison. Cette action a été vécue comme une injustice. Il se souvient de sa frustration et de son sentiment d'impuissance. Ces sentiments ont favorisé plus tard son intérêt pour l'action militante, a-t-il évoqué en entrevue. D'autres se souviennent d'avoir été témoins de scènes de maltraitance animale ou bien de tactiques injustes de la part de propriétaires qui les ont marqués; ces pratiques violentes ont été vécues comme un choc moral, au sens où l'évoque Carrié et al. (2023). Ces chocs et ces sentiments, tels que l'impuissance et la frustration qui en découlent, permettent l'activation de la quête de sens, faisons-nous l'hypothèse.

Nous avons vu jusqu'ici les éléments déclencheurs et les « chocs moraux » qui ont amené des sentiments négatifs chez les militants. Il y a aussi les implications dites positives (celles qui ne provoquent pas de sentiments comme l'impuissance, l'anxiété et la tristesse). Elles peuvent avoir amené les militants à s'impliquer dans des pratiques

militantes d'action directe, tout en leur donnant du sens. C'est le cas pour P7 et P3, qui ont retiré des expériences positives lors de leurs implications militantes durant la grève étudiante de 2012, notamment dans la formation de liens sociaux avec les autres militants. C'est aussi ce qu'exprime P6, lorsqu'elle mentionne avoir été marquée de manière positive par sa cousine, qui était une leader impliquée pour la cause environnementale au Connecticut. À l'instar des « chocs moraux », ces expériences positives, liées entre autres aux relations avec les autres, agissent aussi comme facteurs qui influencent leur militantisme. Nous pouvons conclure cette section en affirmant que l'action directe déployée par les militants s'inscrit donc dans la continuité de leur parcours de vie.

CONCLUSION

Ce mémoire contribue à documenter le sens des pratiques d'action directe des jeunes militants âgé entre 18 et 34 ans. Cette recherche a permis de répondre aux objectifs spécifiques soit : 1) décrire ce qui motive et incite les jeunes de 18-34 ans engagés dans des groupes militants à pratiquer des actions directes 2) comprendre le sens qu'ils donnent à cet engagement, notamment en s'intéressant aux valeurs qui les habitent. D'abord, l'un des aspects qui est ressorti de notre étude est le cynisme et l'impuissance, exprimés par presque l'entièreté des participants à notre étude. Cette impuissance et ce cynisme devant les inégalités sociales et les impacts environnementaux occasionnés par les changements climatiques, les enjeux liés aux logements, ou encore devant le traitement réservé aux animaux les ont amenés à s'engager dans la militance. Les militants croient qu'ils ont peu d'impacts sur les politiques publiques. Ils décident donc d'opter pour les pratiques d'action directe. Le militantisme d'action directe chez les jeunes interviewés révèle du don de soi et de l'engagement ultime qu'ils donnent à leurs causes respectives. En effet, les militants que nous avons interviewés donnent beaucoup de leur temps aux pratiques militantes. Les jeunes militent au sein de groupes qui partagent leurs idéaux, leurs valeurs et leurs croyances. Les collectifs militants revêtent aussi toute leur importance, car les liens sociaux qui les composent sont un élément fondamental de l'implication des jeunes militants dans les actions directes. Notons que bon nombre des personnes interviewées étaient toujours aux études, vivaient en appartement et avaient peu de responsabilités familiales, ce qui pourrait peut-être expliquer l'importance de leur engagement.

Notre contribution au domaine de la recherche sociale est en lien avec le volet collectif du travail social. Ce travail permet de comprendre la dimension affective chez les militants et le sens impliqué dans les pratiques d'action directe. Chaque militant a une histoire unique, que ce soit sur le plan personnel ou en rapport avec son engagement. Ces histoires ont façonné leur cheminement dans la vie et la compréhension qu'ils en font. En contribuant à la documentation du phénomène, tel que décrit par les militants, ce mémoire permet la production de nouvelles connaissances quant à l'action directe accomplie par les jeunes Québécois. Ce travail démontre également l'importance que l'action directe soit reconnue, à titre de moyen légitime pour promouvoir le changement social.

Le fait de s'intéresser, dans le cadre d'un processus de recherche universitaire, au sens de l'action directe apporte aussi une certaine légitimité aux raisons qui incitent les personnes à utiliser ce mode d'action, parfois jugé comme violent ou inadéquat aux yeux du grand public, faisons-nous l'hypothèse. Afin que l'action directe soit davantage reconnue, il serait important de favoriser l'accès à ces connaissances sur le plan de la formation scolaire. Bien que le sujet soit connu en science politique, nous constatons qu'il y a quasi absence à l'université des cours sur les pratiques militantes d'action directe au sein des classes de travail social. Notre mémoire permet d'apporter de nouvelles connaissances (éléments déclencheurs conduisant à l'AD, valeurs et sens que les jeunes militants retirent de l'AD) quant à l'action directe, que l'on situe dans le champ de l'intervention collective en travail social, non loin de l'action collective. Il serait pertinent

de favoriser l'accès à ces connaissances aux futurs travailleurs sociaux lors de leur parcours scolaire; cela pourrait leur permettre de comprendre qu'il existe plusieurs façons de contribuer au changement social. Notons que les lieux d'éducation sont propices au développement de la pensée critique. D'ailleurs, les premières expériences militantes ont souvent lieu à l'école, au sein des associations étudiantes. Il semble aussi important que de futures recherches s'intéressent à la vie des militants. Par exemple, les chercheurs pourraient s'intéresser au militantisme lorsque celui-ci diminue en intensité, voire qu'il disparaît. Il serait alors possible de comprendre les moments charnières où le militantisme change d'intensité dans la vie des individus. Nous pourrions aussi savoir comment ceux-ci l'adaptent à leur quotidien. Dans le même ordre d'idée, il serait intéressant d'en apprendre plus sur la conciliation entre les différents engagements, tels que le travail, la famille et le militantisme.

Finalement, en plus d'améliorer les connaissances sur le militantisme des jeunes âgés entre 18 et 34 ans, plus spécifiquement sur les actions directes, nous pouvons dire que notre mémoire a une visée d'utilité sociale, puisque nos questions durant les entrevues ont permis une réflexion quant au militantisme en plus de donner une voix aux jeunes militants. Ces derniers ont eu la chance de s'exprimer en lien avec les événements personnels qui les ont conduits à pratiquer des actions directes. Mieux comprendre l'action directe et humaniser les personnes qui la pratiquent est aussi important dans l'optique de la justice sociale, puisqu'elle donne une plate-forme de contestation accessible à l'ensemble des citoyens.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Alinsky, S. (1971). *Manuel de l'animateur social. Une action directe non violente*. Paris, Éditions du Seuil.
- Al-khateeb, S. et Agarwal, N. (2021). Flash mob : a multidisciplinary review. *Social Network Analysis and Mining*, 11(9). Repéré à <https://doi.org/10.1007/s13278-021-00810-7>
- Ancelovici, M. (2020). L'art de la perturbation. *À bâbord !*, (83), 32-33.
- Ancelovici, M. (2016). Occupy Montreal and the Politics of Horizontalism. Dans P. Dufour, M. Ancelovici et H. Nez (Éds), *Street Politics in the Age of Austerity: From the Indignados to Occupy* (pp. 175-201). doi 10.5117/9789089647634
- Babineau, G. (2012). La manifestation : une forme d'expression collective. *Les Cahiers de droit*, 53(4), 761–792. <https://doi.org/10.7202/1013006ar>.
- Baillergeau, E. et Duyvendak, J-W. (2015). Les aspirations des jeunes : un impensé de la participation citoyenne? *Revue du Cremis*, 8(1), 41-47.
- Baillargeon, N. (2008). *L'ordre moins le pouvoir. Histoire et actualité de l'anarchisme*. Marseille : Agone. doi: 10.3917/agon.bail.2008.01. Repéré à <https://www.cairn.info/ordre-moins-le-pouvoir--9782748900972.htm>.
- Baril, A. (2007). De la construction du genre à la construction du « sexe » : les thèses féministes postmodernes dans l'œuvre de Judith Butler. *Recherches féministes*, 20(2), 61–90.
- Baumeister, R. F. (1991). *Meanings of Life*. Guilford Publications.
- Ben Barka, M. (2003). La famille dans le discours de la Nouvelle droite américaine. *Revue française d'études américaines*, 97(3), 23-42. doi: 10.3917/rfea.097.0023
- Béroud, S., Dupuy, C., Kahmann, M. et Yon, K. (2019). La difficile prise en charge par les syndicats français de la cause des « jeunes travailleurs » *La Revue de l'Ires*, 99, 91-119. <https://doi.org/10.3917/rdli.099.0091>

- Bherer, L., Dufour, P. et Montambeault, F. (2016). The participatory democracy turn: an introduction. *Journal of Civil Society*, 12(3), 225-230.
- Bibliothèque du Parlement. (2016). *La participation électorale des jeunes au Canada*. Repéré à <https://bdp.parl.ca/staticfiles/PublicWebsite/Home/ResearchPublications/BackgroundPapers/PDF/2016-104-f.pdf>.
- Bolton, M. (2013). The Promises and Dangers of Direct Democracy: A Historical Comparison », *Siècles*, 37. Repéré à <http://journals.openedition.org/siecles/1072>.
- Braun-lewensohn, O. (2016). Sense of Coherence, Values, Youth Involvement, Civic Efficacy and Hope: Adolescents During Social Protest. *Social Indicators Research*, 128(2), 661-673. doi: <http://dx.doi.org/10.1007/s11205-015-1049-8>.
- Breault, G. (2017). Militantisme au sein des groupes de défense des droits des personnes locataires : pratiques démocratiques et limites organisationnelles. *Reflets*, 23(2), 181–204. <https://doi.org/10.7202/1043306ar>
- Bresson, M. (2014). La participation : un concept constamment Réinventé. Analyse sociologique des enjeux de son usage et de ses variations. *Sociologos*, (9), 1-19.
- Campenhoudt, L.V., Marquet, J. et Quivy, R. (2017). *Manuel de recherche en sciences sociales* (5^e éd.). Paris : Dunod.
- Cankurtaran Öntaş Ö., Buz, S. et Hatiboğlu, B. (2013). Youth and Political Participation: Case in Turkey. *European Journal of Social Work*, 16 (2)
- Carrié, F., Doré, A. et Michalon, J. (2023). IV / Qui sont les militants ? Dans : Fabien Carrié éd., *Sociologie de la cause animale* (pp. 67-87). Paris: La Découverte
- Cathelineau, P.-C. (2017). L'engagement des jeunes. *La revue lacanienne*, 18(1), 177-184. doi: 10.3917/lrl.171.0177
- Chanez, A., et Lebrun-Paré, F. (2015). Villeray en transition : initiatives citoyennes d'appropriation de l'espace habité ? *Cahiers de recherche sociologique*, (58), 139-163. doi: <https://doi.org/10.7202/1036210ar>
- Chawla, L. (1999). Life paths into effective environmental action. *The Journal of Environmental Education*, 31(1), 15-26. doi: 10.1080/00958969909598628

- Chester, G., et Whelsh, I. (2011). *Social Movements. The Key Concepts*. Londres : Routledge.
- Chevrier, E.-I., et Panet-Raymond, J. (2013). La participation citoyenne pour développer un quartier. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(1), 67-83. doi: <https://doi.org/10.7202/1024980ar>
- Chrona, S., et Capelos, T. (2017). The political psychology of participation in Turkey: civic engagement, basic values, political sophistication and the young. *Journal of Southeast European et Black Sea Studies*, 17(1), 77-95. doi: 10.1080/14683857.2016.1235002
- Connes, D. (2016). Le terrorisme mondial. Repéré à https://cours.unjf.fr/repository/coursefilearea/file.php/205/Cours/09_item/indexI0.htm#top.
- Dechezelles, S., et Olive, M. (2017). Les mouvements d'occupation : agir, protester, critiquer. *Politix*, 117(1), 7-34. doi: 10.3917/pox.117.0007
- Denzin, N. K., et Lincoln, Y. S. (Éds). (2018). Introduction. The discipline and practice of qualitative research. Dans N. K. Denzin, et Y. S. Lincoln (Éds). *The Sage handbook of qualitative research* (5^e éd., pp. 1-24). Thousand Oaks, CA : Sage.
- Désilets, M. (2013). La participation citoyenne comme pilier de changement social en bibliothèque publique. *Documentation et bibliothèques*, 59(1), 17-23. doi: <https://doi.org/10.7202/1033117ar>
- Douay, N. (2012). L'activisme urbain à Montréal : des luttes urbaines à la revendication d'une ville artistique, durable et collaborative. *L'Information géographique*, 76(3), 83-96. doi:10.3917/lig.763.0083.
- Dumez, H. (2012). Qu'est-ce que la recherche qualitative ? *Le Libellio d'AEGIS*, 7(4), 47-58.
- Dupuis-Déri, F. (2003a). Black Blocs : bas les masques. *Mouvements*, 25(1), 74-80. doi: 10.3917/mouv.025.0074
- Dupuis-Déri, F. (2003b). *Les Black Blocs : La liberté et l'égalité se manifestent*, Montréal : Lux.
- Dupuis-Déri, F. (2003c, 3-5 décembre). *Manifestations altermondialisation : anarchisme et psychologie des foules rationnelles*. Communication présentée au Colloque Les mobilisations altermondialistes.

- Dupuis-Déri, F. (2004). Penser l'action directe des Black Blocs. *Politix*, 79-109.
- Dupuis-Déri, F. (2008). Pistes pour une histoire de l'anarchisme au Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 16(2), 265-285. doi: <https://doi.org/10.7202/1056150ar>
- Dupuis-Déri, F. (2012). Contestation internationale contre élites mondiales : l'action directe et la politique délibérative sont-elles conciliables ? *Les ateliers de l'éthique / The Ethics Forum*, 7(1), 50-75.
- Dupuis-Déri, F. (2013a). À qui la rue ? Répression policière et mouvements sociaux. Ésociété : Montréal.
- Dupuis-Déri, F. (2013b). Histoire politique d'un mot aux États-Unis et en France. Québec : Lux, coll. « Humanités ».
- Élections Canada. (2020). Nouveaux électeurs. Jeunes. Repéré à <https://www.elections.ca/content.aspx?section=resetdir=rec/part/ythetdocument=ind exetlang=f>.
- Faure, S. (1934). *L'encyclopédie anarchiste*. France : Sebastien Faure
- Feinberg, M., Willer, R., et Kovacheff, C. (2020). The activist's dilemma: Extreme protest actions reduce popular support for social movements. *Journal of Personality and Social Psychology*, 119(5), 1086–1111.
- Fillieule, O. et Tartakowsky D. (2013). *La manifestation*. Paris : Presse de sciences Po
- Fortier, G., Turcotte Tremblay, A-M., Banque Dion, C., Gansaonré, R., Bélanger, R., et Haddad, S. (2022). Préoccupations environnementales et implication des adolescents dans la lutte aux changements climatiques. Repéré à https://uwaterloo.ca/compass-system/sites/default/files/uploads/documents/les-preoccupations-environnementales-2022_0.pdf.
- Fournier, B., et Reuchamps, M. (2008). Représentation et participation politique. *Politique et Sociétés*, 27(3), 3-11. doi: <https://doi.org/10.7202/029845ar>
- Franks, B. (2003). Direct action ethic. *Anarchist Studies*, 11(1), 13-41.
- Gagnon, É. (1995). Engagement social, engagement identitaire – Parcours de femmes. *Service social*, 44 (1), 49–67. <https://doi.org/10.7202/706680ar>

- Gagnon, É., Fortin, A., Ferland-Raymond, A., et Mercier, A. (2004). Donner du sens. Trajectoires de bénévoles et communautés morales, *Lien social et Politiques RJAC*, vol 51, 49-57.
- Galland, O. (2003). Adolescence, Post-Adolescence, Youth: Revised Interpretations. *Revue française de sociologie*, 44(5), 163-188. doi: 10.3917/rfs.445.0163
- Galland, O. (2017). *Sociologie de la jeunesse*. Paris: Armand Colin. doi: 10.3917/arco.galla.2017.01. Repéré à <https://www.cairn.info/sociologie-de-la-jeunesse--9782200621070.htm>.
- Gallet G. (1999). L'engagement militant dans les mouvements politiques de jeunesse. Le FNJ et le MJS. *Agora débats/jeunesses*, 17, 19-130. <https://doi.org/10.3406/agora.1999.1739>
- Gaudet, S. (2012). Lire les inégalités à travers les pratiques de participation sociale. *SociologieS*, 1-22.
- Gauthier, B. et Bourgeois I. (2016). Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données (5^e édition). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Gauthier, M., Gravel, P-L., et Brouillette, A-A. (2004). Dans G. Pronovost et C. Royer (Éds), *Les valeurs des jeunes*. Québec : Presse de l'Université du Québec.
- Gelderloos, P. (2007). *How Nonviolence Protects the State*. Detritus Books.
- Gilbert, S., et Parazelli, M. (2004). Les jeunes en marge ont-ils des valeurs ? Dans G. Pronovost et C. Royer (Éds), *Les valeurs des jeunes* (72-90). St-Foy: PUQ.
- Goessling, K. P. (2017). Resisting and Reinforcing Neoliberalism: Youth Activist Organizations and Youth Participation in the Contemporary Canadian Context. *Mind, Culture, and Activity*, 24(3), 199.
- Gouvernement du Québec. (2015). Stratégie de mesure de la participation des Québécoises et Québécois des minorités ethnoculturelles aux différentes sphères de la vie collective. Repéré à http://www.mifi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherchesstatistiques/Strategie_mesure_participation.pdf.
- Gouvernement du Québec. (2020). Participation citoyenne. Repéré à <https://www.quebec.ca/participation-citoyenne/>.

- Gousse-Lessard, A-S., Vallerand, R-J., Carbonneau, N., et Lafrenière, M-A. K. (2013). The role of passion in mainstream and radical behaviors: A look at environmental activism. *Journal of Environmental Psychology*, 35, 18-29. doi:10.1016/j.jenvp.2013.03.003
- Greissler, É. (2010). Les jeunes de la rue sont-ils militants ? Une réflexion. *Criminologie*, 43(1), 115-135. doi: <https://doi.org/10.7202/044053ar>
- Greissler, É. (2014). L'engagement des jeunes en situation de marginalité : une part d'ombre ? *Lien social et Politiques*, (71), 51–68. <https://doi.org/10.7202/1024738ar>
- Greissler, É., et Labbé, F. (2012). Lutter pour exister : conditions d'émergence du Rassemblement de la Jeunesse citoyenne. *Nouvelles pratiques sociales*, 25(1), 208-223. doi: <https://doi.org/10.7202/1017391ar>
- Guibet Lafaye, C. (2017). Engagement radical, extrême ou violent : basculement ou "continuation de soi ?". *Sens public*. doi: <https://doi.org/10.7202/1048842ar>
- Guillaume, J.-F., et Quéniart, A. (2004). Engagement social et politique dans le parcours de vie. *Lien social et Politiques*, (51), 5-14. doi: <https://doi.org/10.7202/008865ar>
- Hamel, J. (2015). Brèves remarques sur deux manières de concevoir l'objectivation et l'objectivité. L'objectivation participante (Bourdieu) et la standpoint theory (Haraway). *Recherches qualitatives*, 34(1), 157-172.
- Hamidi, C. (2010). La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier. Paris : Economica
- Harbour, C. et Tremblay, C. (2013). *Les effets de la répression policière visant les manifestants dans le contexte du « printemps érable »*. Rapport final présenté à la Ligue des droits et libertés - Section Québec. Université Laval.
- Harmon-Jones, E., et Mills, J. (2019). An introduction to cognitive dissonance theory and an overview of current perspectives on the theory. Dans E. Harmon-Jones (Éds), *Cognitive dissonance: Reexamining a pivotal theory in psychology*, 3–24. Washington, DC: American Psychological Association.
- Hudon, R., Poirier, C., et Yates, S. (2008). Participation politique, expressions de la citoyenneté et formes organisées d'engagement : la contribution des coalitions à un renouvellement des conceptions et des pratiques. *Politique et Sociétés*, 27(3), 165-185. doi: <https://doi.org/10.7202/029851ar>
- Hudon, A., et Sarrasin, R. (2019). Chapitre 5 : Les mouvements sociaux comme forme de participation politique. Dans J, Cournut., R, Léger., A-C, Fourot., et N, Kenny. (Éds),

Le Canada dans le monde: acteurs, idées, gouvernance (Vol. 99-118). Montréal, QC : Presses de l'Université de Montréal.

Institut National de Santé Publique. (2008). *La participation sociale des aînés dans une perspective de vieillissement en santé : réflexion critique appuyée sur une analyse documentaire*. Repéré à https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/859_RapportParticipationSociale.pdf.

Ion, J. (1997). *La fin des Militants ?* Éditions de l'Atelier (programme ReLIRE). Repéré à <https://www.cairn.info/la-fin-des-militants--9782708232822.htm>

Ion, J. (2001). *L'engagement au pluriel*. France : Publications de l'Université de Saint-Étienne.

Ion, J. (2005). *Chapitre I. Quand se transforment les modes d'engagement dans l'espace public*. Dans V. Becquet et C.D Linares (Éds), *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, (pp. 22-33). Paris : L'Harmattan.

Ion, J. (2012). *S'engager dans une société d'individus*. France : Éditions Armand Collin.

Ion, J. et Ravon, B. (1998). Causes publiques, affranchissement des appartenances et engagement personnel. *Lien social et Politiques*, (39), 59–71. <https://doi.org/10.7202/005129ar>.

Jacques, J. (2009). *Sens et portée de la consommation responsable chez les jeunes*. Université du Québec à Montréal, Montréal, QC.

Jasper, J.M. (2011). Social movements. Dans G. Ritzer et J. Michael Ryan (Éds), *The concise Encyclopedia of Sociology*, (p. 565-566). Oxford : Wiley-Black-Well.

Jossin, A. (2013). *Trajectoire de jeunes altermondialistes en France et en Allemagne*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Karakitapoğlu, A.Z., and E.O. Imamoğlu. (2002). Value domains of Turkish adults and university students, *Journal of Social Psychology*, 142 (3), 333–351.

Koshan, J. (2012). *I fought the Law: Civil Disobedience and the Law in Canada*. University of Calgary, faculty of law. Repéré à https://ablawg.ca/wp-content/uploads/2012/02/blog_jk_occupy_feb2012.pdf.

Koschmieder, A. Brice-Masencal, L. Hoibian, S. (2019). Environnement : les jeunes ont de fortes inquiétudes mais leurs comportements restent consuméristes. *Consommation et mode de vie* (308).

- Krastanova, R. (2015). *Les nouveaux mouvements sociaux: le cas du mouvement écologique en Bulgarie*. Université de Bourgogne. France.
- Kruglanski, A. W., Chen, X., Dechesne, M., Fishman, S., et Orehek, E. (2009). Fully committed: Suicide bombers' motivation and the quest for personal significance. *Political Psychology*, 30, 331-557. doi:10.1111/j.1467-9221.2009.00698.x
- Kruglanski, A.W., Gelfand, M.J., Belanger, J., Gunaratna, R., et Hettiarachchi, M. (2014). Deradicalizing the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE): Some preliminary findings. Dans A. Silke (Ed.) *Prisons, Terrorism and Extremism: Critical Issues in Management, Radicalization and Reform*. London: Routledge
- Kruglanski, A. W., Gelfand, M., Belanger, J. J., Sheveland, A., Hettiarachchi, M., et Gunaratna, R. (2014). The psychology of radicalization and deradicalization: How significance quest impacts violent extremism, *Advances in Political Psychology*, 35, 69-93.
- Kruglanski, A. W., Molinario, E., Jasko, K., Webber, D., Leander, N. P., et Pierro, A. (2022). Significance-quest theory. *Perspectives on Psychological Science : A Journal of the Association for Psychological Science*, 17(4), 1050–1071. <https://doi.org/10.1177/17456916211034825>
- Ladrière, J. (1997). «Engagement » dans *Encyclopædia Universalis*. Paris, Encyclopædia Universalis.
- Lambert-Pilote, G., Drapeau, M-H., et A. Kruzynski. (2007). La révolution est possible: Portrait de groupes autogérés libertaires au Québec. *Possibles (Les jeunes réinventent le Québec)*, 31(1/2), 1-16.
- Lam-Knott, S. (2018). Anti-hierarchical activism in Hong Kong: the post-80s youth. *Social Movement Studies*, 17(4), 464-470. doi: 10.1080/14742837.2018.1427055
- Le Pape, L. (2007). Engagement religieux, engagements politiques: Conversions dans une confrérie musulmane. *Archives de sciences sociales des religions*, 140(4), 9-27. <https://doi.org/10.4000/assr.11463>
- Létourneau, J. (2006). Comment mener une enquête auprès d'informateurs, Dans J. Létourneau, *La boîte à outils du chercheur débutant* (pp. 161-173). Montréal : Éditions du Boréal.
- Levasseur, M., Richard, L., Gauvin, L., et Raymond, E. (2010). Inventory and analysis of definitions of social participation found in the aging literature: proposed taxonomy of

- social activities. *Social science and medicine*, 71(12), 2141-2149. doi: 10.1016/j.socscimed.2010.09.041
- Maheu, L. (2005). Mouvements sociaux et modernité avancée. Le retour obligé à l'ambivalence de l'action. Dans Guay, L., Hamel P, Masson D. (Éds), *Mouvements sociaux et changements institutionnels : L'action collective à l'ère de la mondialisation* (pp. 9-34). Québec : Presse de l'Université du Québec.
- Marchand, I et Gaudet, S (sous presse). Les (re)constructions plurielles de la citoyenneté des femmes âgées à travers les pratiques de la vie quotidienne. *Revue canadienne de sciences politiques*.
- Marzana, D., Marta, E., et Pozzi, M. (2011). Social action in young adults: Voluntary and political engagement. *Journal of Adolescence*, doi:10.1016/j.adolescence.2011.08.013.
- Masquelier, C. (2013). Critical theory and contemporary social movements: Conceptualizing resistance in the neoliberal age. *European Journal of Social Theory*, 16(4), 395.
- Mauger, G. (2001). « La jeunesse n'est qu'un mot ». A propos d'un entretien avec Pierre Bourdieu. *Agora débats/jeunesses*, 137-142.
- Mcguigan, M. (1971). Democracy and civil disobedience. *The Canadian Bar Review*, 49(2), 222-279.
- Meliani, V. (2013). Choisir l'analyse par théorisation ancrée : illustration des apports et des limites de la méthode. *Recherches qualitatives, Hors-Série*, 15, 435-452
- Memmi, D. (1985). L'engagement politique. Dans M. G. e. J. Leca (Éds), *Traité de science politique. Tome 3: L'action politique*. (pp. 310-366). Paris: PUF.
- Mercier, B. (2022). Les effets de la crise du logement sur les pratiques d'action collective : entrevue avec Geneviève Vaillancourt, organisatrice communautaire au Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve (Comité BAILS HM). *Nouvelles pratiques sociales*, 33(1), 7-17. <https://doi-org.proxybiblio.uqo.ca/10.7202/1095933ar>
- Mercier, C. (2009). Participation citoyenne et développement des communautés au Québec : enjeux, défis et conditions d'actualisation. Dans D. Bourque (Éds) en collaboration avec L. St-Germain, *Cahier de l'ARUC-Innovation sociale et développement des communautés. Série Documentation et diffusion* (pp. 21-24) : Québec : Université du Québec en Outaouais.

- Milan, A. (2005). Volonté de participer : l'engagement politique chez les jeunes adultes. *Tendances sociales canadiennes*. Repéré à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-008-x/2005003/article/8965-fra.pdf>
- Ministère de la sécurité publique. (2018). Les documents descriptifs les plus récents concernant les groupes canadiens et québécois d'extrême-droite ou identitaires. Repéré à https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/ministere/diffusion/documents_transmis_acces/2018/129402.pdf.
- Molinario, E., Kruglanski, A. W., Bonaiuto, F., Bonnes, M., Cicero, L., Fornara, F., et Bonaiuto, M. (2020). Motivations to Act for the Protection of Nature Biodiversity and the Environment: A Matter of “Significance”. *Environment and Behavior*, 52(10), 1133-1163. doi: 10.1177/0013916518824376.
- Mongeau, P. (2009). *Réaliser son mémoire ou sa thèse. Côté Jeans et Côté Tenue de soirée*. Quebec: Presse de l'Université du Québec.
- Montoni, A. (2018). Les nouvelles formes de l'activisme radical chez les jeunes Chiliens. Distinction, autonomisme et action directe. *Agora débats/jeunesses*, 78(1), 7-22. doi: 10.3917/agora.078.0007.
- Mucchieli, A. (2005). Le développement des méthodes qualitatives et l'approche constructiviste des phénomènes humains. *Recherches qualitatives - Hors série* (1). Reperé à <https://www-erudit-org.proxybiblio.uqo.ca/fr/livres/collection-hors-serie-les-actes-de-la-revue-recherches-qualitatives/recherche-qualitative-et-production-de-savoirs/5202co/>.
- Muxel, A. (2001). *L'expérience politique des jeunes*. Paris: Presses de Sciences Po. Repéré à <https://www.cairn.info/l-experience-politique-des-jeunes--9782724608380.htm>.
- Nations Unies (n. d). Les jeunes. Repéré à <https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/youth-0/index.html>.
- Neveu, É. (2019). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris, France: La Découverte.
- Nils et Rimé (2003). L'interview. Dans S. Moscovici et F. Buscini, *Les méthodes des sciences humaines* (pp. 165-185). Paris : Presses Universitaires de France.
- Offe, C. (1985). New Social Movements: Challenging the Boundaries of Institutional Politics, *Social Research*, 52(4), 817-868.

- Orehek, E., Kruglanski, A., Bélanger, Jocelyn., Gelfand, Michele. Gunaratna, Rohan., Hettiarachchi, Malkanthi., Reinales, Fernando., Sasota, Jo., et Sharvit, K. (2013). Terrorism. A (Self) Love Story Redirecting the Significance Quest Can End Violence, *American Psychologist*, 68 (7), 559-575.
- Oxfam. (2021). Les jeunes et les changements climatiques au Québec et au Canada. <https://oxfam.qc.ca/wp-content/uploads/2021-climat-jeunes-canada-quebec.pdf>
- Paillé, P., et Mucchielli, A. (2012). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris: Armand Colin. doi: 10.3917/arco.paill.2012.01. Repéré à <https://www.cairn.info/l-analyse-qualitative-en-sciences-humaines--9782200249045.htm>
- Papadopoulos, Y. (1998). *Démocratie directe*. Paris : Economica
- Paquet, M. (2014). Du temps des groupes de pression. Dans S. Savard et J. Boivin (Éds), *De la représentation à la manifestation. Groupes de pression et enjeux politiques au Québec, 19e et 20e siècles*. Québec : Septentrion.
- Parazelli, M., et Latendresse, A. (2006). Penser les conditions de la démocratie participative. *Nouvelles pratiques sociales*, 18(2), 15-23. doi: <https://doi.org/10.7202/013284ar>
- Patrimoine canadien. (2016). Jeunes, participation et engagement au Canada. Repéré à https://cudo.carleton.ca/system/files/dli_training/4329/youth-engagementlemyrefinal-fr.pdf
- Paturel, D. (2008). L'implication au cœur d'un processus de recherche. *Pensée plurielle*, 19, 51-61. <https://doi.org/10.3917/pp.019.0051>.
- Petrović, J., et Stanojević D. (2012). Environmental activism as a new form of political participation of the youth in Serbia. *Sociologija* 54, 387-399. doi:10.2298/SOC1202387V.
- Pleyers, G. (2004). Des black blocks aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes. *Lien social et Politiques*, (51), 123-134. doi: <https://doi.org/10.7202/008875ar>.
- Pleyers, G. (2016). Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes. *Agora débats/jeunesses*, 72(1), 107-122. doi: 10.3917/agora.072.0107
- Polère, C. (2007). L'action directe : extension des modes de participation politique, où

menace pour la démocratie ? [Document PDF]. Repéré à <https://www.millenaire3.com/content/download/1381/19313>.

Potvin, M. (2017). Discours racistes et propagande haineuse. Trois groupes populistes identitaires au Québec. *Diversité urbaine*, 17, 49-72. doi: <https://doi.org/10.7202/1047977ar>

Pouget, E. (2009). *L'action directe suivi de Le sabotage*. France: Le Flibustier.

Quéniart, A., et Jacques, J. (2001). L'engagement politique des jeunes femmes au Québec : de la responsabilité au pouvoir d'agir pour un changement de société. *Lien social et Politiques*, (46), 45-53. doi: <https://doi.org/10.7202/000322ar>

Quéniart, A., et Jacques, J. (2008). Trajectoires, pratiques et sens de l'engagement chez des jeunes impliqués dans diverses formes de participation sociale et politique. *Politique et Sociétés*, 27(3), 211-242. doi: <https://doi.org/10.7202/029853ar>

Quintelier, E., et Hooghe, M. (2012). Political attitudes and political participation: A panel study on socialization and self-selection effects among late adolescents. *International Political Science Review*, 33(1), 63–81.

Rainsford, E. (2017). Exploring youth political activism in the United Kingdom: What makes young people politically active in different organisations? *The British Journal of Politics and International Relations*, 19(4), 790-806.

Raymond, É., Gagné, D., Sévigny, A., et Tourigny, A. (2008). *La participation sociale des aînés dans une perspective de vieillissement en santé. Réflexion critique appuyée sur une analyse documentaire*. Institut national de santé publique du Québec, Repéré à https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/859_RapportParticipationSociale.pdf.

Raymond, É. et Grenier, A. (2016). La participation sociale des aînés ayant des incapacités : un photoman pour passer de la marge à l'inclusion. *Service social*, 62 (2), 131–149. <https://doi.org/10.7202/1038581ar>

RCLALQ. (2023). *Trouver un comité logement*. <https://rclalq.qc.ca/comites-logement/>.

Renaud, G. (1995). Individualisme, individualité et travail social. *Nouvelles pratiques sociales*, 8(2), 139-155. doi: <https://doi.org/10.7202/301333ar>

Rocher, G. (1992). Introduction à la sociologie générale. Montréal : Édition Hurtubise.

Royer, C. (2018). L'engagement : lieu d'expression des valeurs chez les jeunes. *Jeunes et société*, 3(2).

- Thoreau, H-D. (2017). *La désobéissance civile*. Gallmeister : France.
- Sarrasin, R., Kruzynski, A., Jeppesen, S., et Breton, É. (2012). Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec. *Lien social et Politiques*, (68), 141-166. doi: <https://doi.org/10.7202/1014809ar>
- Sartre, J-P. (1948). *Qu'est-ce que la littérature ?* France : Édition Gallimard.
- Sartre, J-P (1972). *Playdoyer pour les intellectuels*. France : Édition Gallimard.
- Savard, A. et Cyr, M-A. (2014). La rue contre l'État. Actions et mobilisations étudiantes en 2012. Dans M. Ancelovici et F. Dupuis-Déri (Éds), *Un printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012* (pp. 59-86). Montréal: Écosociété.
- Savoie-Zajc, L. (2009). L'entrevue semi-dirigée. Dans B. Gauthier (Éds) : *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données* (5^e édition) (pp. 337-359). Québec, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Sommier, I. (2012). Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture. *Lien social et Politiques*, (68), 15-35. doi: <https://doi.org/10.7202/1014803ar>
- Sovet, L. (2018). Modéliser le sens : Quels enjeux scientifiques ? *Le Journal des psychologues*, 354(2), 14-18. doi: 10.3917/jdp.354.0014
- Spaiser V., Nisbett N et Stefan CG (2022). "How dare you?"—The normative challenge posed by Fridays for Future. *PLOS Climate* 1(10): e0000053. <https://doi.org/10.1371/journal.pclm.0000053>
- Taubman-Ben-Ari, O. (2011). Is the meaning of life also the meaning of death? A terror management perspective reply. *Journal of Happiness Studies*, 12, 385–399. <http://dx.doi.org/10.1007/s10902-010-9201-2>.
- Tilly, C. (1978). *From mobilization to revolution*. Reading (Mass.) : Addison-Wesley.
- Tilly, C. (1984). Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 89-108.
- Traïni, C. (2020). Choc moral. Dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux: 2^e édition mise à jour et augmentée* (pp. 104-110). Paris: Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.filli.2020.01.0104>

- Vaillancourt, J.-G. (1991). Mouvement ouvrier et nouveaux mouvements sociaux : l'approche d'Alain Touraine. *Cahiers de recherche sociologique*, (17), 213–222. <https://doi.org/10.7202/1002152ar>
- Vaillancourt, J.-G. (1992). Chapitre 28 : Deux nouveaux mouvements sociaux québécois : le mouvement pour la paix et le mouvement vert. Dans G. Daigle (Éds), *Le Québec en jeu : Comprendre les grands défis*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Vanier, M. (2001). La messe globaliste est dite. Dans M. Vanier (Éds), *Agir local, penser global*. Paris : Éditions Mille et une nuits.
- Ville de Montréal. (2020). Jeunes. Repéré à http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6897,67887634et_dad=portalet_schema=PORTAL.
- Weber, M. (1995). *Économie et société. Les catégories de la sociologie*. Paris : Pocket.
- White, D. F., et Kossoff, G. (2011). Anarchisme, libertarisme et environnementalisme : la pensée anti-autoritaire et la quête de sociétés auto-organisées. *Écologie et politique*, 41(1), 145-171. doi: 10.3917/ecopo.041.014.

ANNEXE 1.**Affiche de recrutement aux militants****Projet de recherche :****Sens des pratiques d'action directe déployés chez les jeunes de 18-34 ans
impliqués dans des groupes militants**

Je vous contacte aujourd'hui en tant qu'étudiant chercheur à la maîtrise en travail social à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Je sollicite votre participation au projet de recherche. Pour mon mémoire, je m'intéresse aux jeunes militants qui se retrouvent dans un de ces deux groupes, soit les groupes environnementaux et les groupes de défense des droits des personnes locataires. Je vise trois objectifs, soit la description des pratiques d'action directe, l'analyse des dimensions relatives au sens de ces pratiques ainsi que la compréhension des éléments déclencheurs ayant amené les jeunes à militer de cette façon.

Ce projet est sous la direction scientifique de Isabelle Marchand, chercheure principale et professeure au département de travail social, de l'Université du Québec en Outaouais.

L'entrevue individuelle sera d'une durée d'environ 45 minutes. L'entretien aura

lieu à l'endroit et au moment qui vous convient. Elle sera faite soit en personne, en visioconférence ou bien par téléphone. Si vous êtes intéressé.e à m'accorder cette entrevue, ou encore souhaitez avoir plus d'informations sur le projet, je vous invite à communiquer avec moi. Mes coordonnées figurent ici-bas.

Mathieu Lefebvre Létourneau, étudiant chercheur

████████████████████

████████████████████

ANNEXE 2.
Formulaire de consentement



Case postale 1250, succursale HULL, Gatineau
(Québec) J8X 3X7
www.uqo.ca/ethique
Comité d'éthique de la recherche

Formulaire de consentement
Sens des pratiques d'action directe déployées chez les jeunes de 18-34 ans impliqués
dans des groupes militants
Projet # : 2022-1905
Mathieu Lefebvre Létourneau (étudiant) – Travail social (département) – Isabelle
Marchand (directrice)

Vous êtes invité.e à participer à une entrevue portant sur les pratiques d'action directe des jeunes âgés entre 18 et 34 ans. Je vous serai reconnaissant de prendre le temps de lire attentivement les informations suivantes afin de bien vouloir confirmer votre participation à cet entretien.

Objectifs de l'entretien

L'entretien est réalisé dans le cadre de ma maîtrise en travail social. Le projet de recherche vise à comprendre les significations des pratiques d'action directe qui sont utilisées chez les jeunes de 18-34 ans impliqués dans des groupes militants. Les objectifs sont de décrire les dimensions liées au sens de ces pratiques militantes ainsi que de comprendre le lien entre le sens des pratiques et les valeurs des jeunes militants.

Participation à l'entretien

L'entrevue individuelle sera d'une durée d'environ 1h30 minutes. L'entretien aura lieu au moment et à l'endroit qui vous conviennent, tel que dans un lieu public, au domicile ou dans le milieu de travail. L'entrevue aura lieu soit en personne, en visioconférence ou bien par téléphone. Pour l'entrevue, il y aura un enregistrement audio et une prise de note manuscrite. Le tout sera ensuite retranscrit sur des fichiers informatiques.

Critères de participation

Pour participer à cette recherche, vous devez avoir :

- Habiter la région métropolitaine
- Parler la langue française
- Avoir pratiqué des actions directes au cours des trois dernières années
- Se retrouver dans un de ces deux groupes, soit les groupes environnementaux ainsi que les groupes de défense de logement

Confidentialité et traitement des données

Ce projet de recherche a reçu l'approbation du comité d'éthique. Si vous avez des questions concernant ce projet de recherche, vous pouvez communiquer avec (Mathieu Lefebvre Létourneau au [REDACTED]). Si vous avez des questions concernant les aspects éthiques de ce projet, veuillez communiquer avec (André Durivage au [REDACTED]), président du Comité d'éthique de la recherche de l'Université du Québec en Outaouais.

Les données manuscrites recueillies seront conservées sous clé à mon domicile et les fichiers numériques seront gardés sur mon ordinateur dans des dossiers spéciaux. Je serai la seule personne qui y aura accès. Le tout sera conservé pendant plus d'un an, soit jusqu'au dépôt final de mon mémoire. Elles seront détruites par la suite à l'aide d'un logiciel de destruction de fichiers. Les résultats seront diffusés dans mon mémoire via le dépôt institutionnel de l'UQO.

Avantages et inconvénients liés à la participation

Les risques associés à votre participation sont plus que minimaux et le chercheur s'engage, le cas échéant, à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour les réduire ou les pallier. La contribution à l'avancement des connaissances au sujet du sens des pratiques d'action directe des jeunes 18-34 ans est le bénéfice direct anticipé. Une compensation d'ordre monétaire de 25\$ sera accordée afin de vous remercier de votre participation.

Afin de limiter les risques liés à la COVID-19, nous nous assurons que toutes les mesures de décontamination soient observées. Nous nous assurerons aussi de conserver une distance minimale avec les personnes durant les entrevues ainsi que de porter le masque.

Droit de retrait

Votre participation est entièrement volontaire. Vous êtes libre de vous retirer en tout temps de l'entretien, sur simple avis verbal, sans préjudice et sans devoir justifier votre décision.

Consentement

Le formulaire est signé en deux (2) exemplaires et j'en conserve une copie.

Je déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus, avoir obtenu les réponses à mes questions sur ma participation à la recherche et comprendre le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de cette recherche.

Je consens librement à prendre part à cette entrevue. Je sais que je peux me retirer en tout temps sur simple avis verbal sans préjudice et sans devoir justifier ma décision.

Je consens à ce que les données recueillies lors de cet entretien soient utilisées pour le mémoire

S'il vous plait, cochez:

Oui

Non

Je consens à ce que l'entrevue soit audio-enregistrée

S'il vous plait, cochez:

Oui

Non

Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de l'étude et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées

Signature de l'étudiant.e chercheur.e : _____

Nom : _____ Date : _____

Signature de la personne participante : _____

Nom : _____ Date : _____

ANNEXE 3.
Guide d'entretien semi-dirigé

Voici un aperçu du guide d'entretien utilisé dans le cadre des entretiens semi-dirigés

Bonjour. Merci de vous être présenté pour cette entrevue. Comme je vous ai expliqué, je m'intéresse au sens des pratiques d'action directe des jeunes. Ces pratiques regroupent plusieurs actions, telles que la manifestation, l'occupation, le blocage ou même encore le saccage de biens publics, etc.

Je tiens à vous informer du caractère confidentiel de cet entretien. Comme indiqué dans le formulaire de consentement que vous avez signé précédemment, je ferai un enregistrement audio afin d'avoir toutes les informations. Je vous donnerai la compensation fixe de 25 \$ à la fin de l'entrevue.

L'important pour moi est de connaître vos expériences en qui ont trait à l'action directe.

Il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses.

1. Pour vous, comment pouvons-nous décrire l'action directe ? Comment est-ce que vous la comprenez-vous ?
2. Quand avez-vous commencé à vous engager et à pratiquer le militantisme dans votre vie ? Pour enrichir selon la réponse : pouvez-vous me donner davantage de détails sur le contexte qui vous a amené militer dans X mouvement ?

- a. Autre question : et comment avez-vous milité dans ce mouvement ?
3. Dans quels groupes militants vous avez été impliqué précédemment ?
 - a. Et maintenant...
4. Qu'est-ce qui vous a amené à vous impliquer dans ces groupes militants ?
5. À quel type d'évènement avez-vous participé en termes d'action directe ?
(Manifestations /occupation)
 - a. Quelles sont les pratiques d'action directe que vous avez faites ? (Rappeler la confidentialité de la démarche si possible)
 - b. Quel était votre rôle durant ces actions ?
6. D'après vous, quelle est la portée de l'action directe ?
 - a. Quelle est son utilité ?
7. Quels sont les éléments déclencheurs ou les raisons qui vous ont influencé à faire des actions directes ?
 - a. Y a-t-il des évènements qui ont favorisé le recours à ces pratiques ?
 - b. Quelles sont vos motivations qui vous amènent à faire des actions directes ?
 - c. Pourquoi sortez-vous de chez vous pour aller manifester ?
8. Que signifient pour vous ces pratiques d'action directe ?
 - a. Quel est le sens que vous en retirez ?
9. Quels sont les liens entre vos pratiques d'action directe et vos valeurs ?
 - a. En quoi ces valeurs jouent-elles un rôle par rapport à l'action directe ?

b. Quand vous regardez votre parcours de militant, est-ce que ces valeurs et ces motivations qui vous poussent à l'action directe ont toujours fait partie de votre parcours ?

10. Nous arrivons à la fin de l'entrevue, est-ce que vous souhaitez ajouter quelque chose que nous n'aurions pas discuté ?

11. Comment as-tu vécu ton expérience ? Y aurait-il des choses que tu aurais ajoutées comme question ou supprimées ? »

12. Finalement, pour mieux comprendre le profil des personnes interviewé, j'ai besoin de connaître votre occupation actuelle ainsi que votre âge.

ANNEXE 4.**Tableau synthèse des thèmes**

Titre du projet de mémoire : Sens des pratiques d'actions

directes déployées chez les jeunes de 18-34 ans impliqués dans des groupes militants

1. Formes et pratiques de l'AD

- a. Faire entendre sa voix
- b. Agir en dehors des structures
- c. Action légale ou illégale
- d. Action symbolique
- e. Désobéissance civile
- f. Blocage
- g. Manquer l'école
- h. Manifestations
- i. Drop de bannières
- j. Projections d'image
- k. Occupation
- l. Disrupt
- m. Filmer les conditions
- n. Affichage

2. Sens et significations de l'AD

- a. Montrer un message
- b. Propager l'idée de la lutte sociale
- c. Prendre position
- d. Forcer le changement
- e. Reprise de pouvoir
- f. Sentiment de satisfaction
- g. Exprimer ces émotions
- h. Épuisement militant
- i. Objectifs de médiatisation
- j. Objectif de contester l'ordre établi
- k. Objectifs de déranger
- l. Objectif d'éducation populaire
- m. Principe de l'AD Do it Yourself
- n. Principe de l'AD: Respect des différentes formes d'activisme

- o. Principes d'AD : Diversifier les actions
- p. Principe d'AD : Diversifier les actions

3. Origine de l'AD/ expériences ayant conduit à l'AD

- a. Implication au sein de parti politique
- b. Impuissance ressentie
- c. Sources d'inspirations et de motivations à l'AD
- d. Évolution de la pensée et prise de risques

4. Les relations dans les mouvements d'AD

- a. L'importance des liens sociaux
- b. Valeurs communes
- c. L'inclusion de tous dans les pratiques militantes